

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

**SECRETARIAT GENERAL**

**REPUBLIQUE DU MALI**  
**Un Peuple - Un But - Une Foi**

**RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION DU BUDGET  
D'ÉTAT AU 31 mars 2017**

## SOMMAIRE

I. INTRODUCTION .....	1
II. MOBILISATION DES RESSOURCES PAR SERVICE ET DES AIDES BUDGETAIRES ...	2
1. Mobilisation des ressources par service .....	2
Direction Générale des Douanes .....	3-5
Direction Générale des Impôts .....	6-8
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique.....	9-10
Direction Nationale des Domaines et du Cadastre .....	11-13
Direction Générale de la Dette Publique.....	14-15
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat .....	16
2. Mobilisation des appuis budgétaires .....	17-18
III. EXÉCUTION DU BUDGET EN DÉPENSES .....	19
1. Analyse de l'exécution des dépenses par nature de budget .....	19-21
2. Analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses .....	22-23
3. Situation d'exécution du budget par compte économique .....	24-38
4. Analyse de l'exécution du budget par fonction .....	39-40
5. Détail de l'exécution du budget par section .....	41-63
IV. CONCLUSION.....	64

## I. INTRODUCTION

L'exécution du budget 2017 s'effectue dans un paysage économique mondial en mutation et marqué d'incertitudes. Les prévisions demeurent les mêmes qu'en octobre 2016 et prévoient une légère accélération de l'activité économique par rapport à 2016 surtout dans les pays émergents et en développement.

Quant à l'inflation, elle devrait rester constante du fait que les cours des produits de base ne devraient pas connaître de grandes fluctuations.

Dans la zone UEMOA, le taux de croissance connaîtrait une légère augmentation par rapport à 2016 (6,3%) due en partie au niveau élevé des investissements. Le taux d'inflation suivra la tendance à la hausse amorcée en 2015. Il en est de même que pour le niveau général des prix à la consommation dans la zone qui s'établira à 1,7% en 2017.

Au plan national, les perspectives macroéconomiques sont globalement favorables malgré le contexte sécuritaire fragile. La croissance, qui devrait reculer de 0.1 point de pourcentage par rapport à 2016 pour s'établir à 5.2%, sera tirée par les secteurs agricole et tertiaire. La variation des prix à la consommation en fin de période 2017 restera au même niveau qu'en 2016 (1.0%).

En ce qui concerne l'orientation de la politique budgétaire, elle est fondée, d'une part, sur l'accroissement de la mobilisation des recettes intérieures et, d'autre part, sur des dotations budgétaires mettant l'accent sur les dépenses en capital, en vue de stimuler la croissance économique et la création d'emplois. Cette orientation s'inscrit dans l'objectif de poursuite de la stabilisation du cadre macroéconomique instituée en relation avec le Programme Economique et Financier conclut avec le FMI ainsi que les critères du Pacte de convergence et de surveillance multilatérale de l'UEMOA et de la CEDEAO.

Les ressources de la loi de Finances au 31 mars 2017 sans le financement extérieur du BSI ont été réalisées à hauteur de **342,806 milliards de FCFA** sur une prévision de **1 692,365 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **20,26%** contre **21,05%** à la même période en 2016.

Les dépenses sans le financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI) ont été exécutées à hauteur de **300,909 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle de **1 987,031 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **15,14%** contre **17,05%** à la même période en 2016.

Ci-dessous, le détail de l'exécution au 31 mars 2017 des recettes budgétaires par service d'assiette et de recouvrement et des dépenses par budget, par nature, par fonction et par destination.

## II. MOBILISATION DES RESSOURCES PAR SERVICE ET DES APPUIS BUDGETAIRES

### 1. Mobilisation des ressources par service :

Sur une prévision annuelle brute de **1 692,365 milliards de FCFA**, les réalisations au 31 mars 2017 se sont chiffrées à **342,806 milliards de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **20,26%** contre un taux de recouvrement de **21,05%** à la même période en 2016. Le montant non réalisé par rapport à l'objectif annuel est de **1 349,559 milliards de FCFA**.

La situation de recouvrement des recettes par service ainsi que les réalisations au titre des appuis budgétaires se présentent au 31 mars 2017 comme suit :

(En milliards de FCFA)

STRUCTURES	Objectif annuel initial Brut (1)	Objectif annuel initial net (2)	Réalisations au 31/03/2017 (3)	Ecart par rapport à l'objectif annuel (4) = (1) - (3)	Taux de réalisation/objectif annuel Brut (5) = (3) / (1)*100
DGD	585,000	556,177	143,398	441,600	24,51%
DGI	790,940	743,799	158,714	632,230	20,07%
DNTCP	30,000	30,000	7,337	22,660	24,46%
DNDC	127,800	127,800	10,764	117,040	8,42%
DGABE	7,847	7,847	0,000	7,850	0,00%
DGDP	3,460	3,460	4,818	- 1,360	139,25%
<b>Total Recettes Budgétaires</b>	<b>1545,047</b>	<b>1469,083</b>	<b>325,031</b>	<b>1 220,020</b>	<b>21,04%</b>
ABS	17,718	17,718	7,897	<b>9,821</b>	44,57%
ABG (DONS)	63,000	63,000	9,878	<b>53,122</b>	15,68%
ABG (PRETS)	66,600	66,600	-	<b>66,600</b>	0,00%
<b>Total Appuis Budgétaires</b>	<b>147,318</b>	<b>147,318</b>	<b>17,775</b>	<b>129,543</b>	<b>12,07%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1692,365</b>	<b>1616,401</b>	<b>342,806</b>	<b>1349,559</b>	<b>20,26%</b>

#### NB :

\* Les recettes de la DGD et de la DGI intègrent les crédits TVA.

\* Les recettes de ce tableau n'intègrent pas les recettes des Budgets Annexes et des Comptes et Fonds Spéciaux, du BSI financement extérieur et les recettes exceptionnelles.

## Direction Générale des Douanes

Au titre de l'année 2017, les prévisions de recouvrement des recettes douanières ont été fixées dans la Loi de Finances 2017 à 585 milliards FCFA dont 215 milliards de FCFA sur les produits pétroliers et 370 milliards de FCFA sur les autres marchandises, contre des prévisions globales de 523 milliards de FCFA en 2016, soit une hausse de 11.9%. Sur ces prévisions, 142,300milliards de FCFA sont prévus pour le premier trimestre 2017, dont 88,55 milliards sur les marchandises solides et 53,75milliards de FCFA sur les produits pétroliers.

### A. Réalisations des recettes douanières au 31 mars 2017

Au 1er trimestre 2017, la conjoncture économique internationale reste dominée par la persistance des tensions géostratégiques et surtout par la tendance haussière affichée par le cours du pétrole. Cette reprise du cours du baril a impacté négativement sur le niveau des recettes pétrolières suite au fléchissement des prélèvements.

L'espoir reposait sur les recettes réalisées sur les autres marchandises pour combler le gap éventuel que laisseront les recettes pétrolières. Dans une conjoncture économique internationale caractérisée par la morosité de l'activité économique seule une bonne politique managériale basée sur l'optimisation de la prise en charge dans les structures douanières permettait l'atteinte des objectifs budgétaires, ce qui fut vite comprise à la Direction Générale des Douanes.

**Tableau N° 1** : Etat de réalisation des recettes douanières au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2017

(En milliards de FCFA)

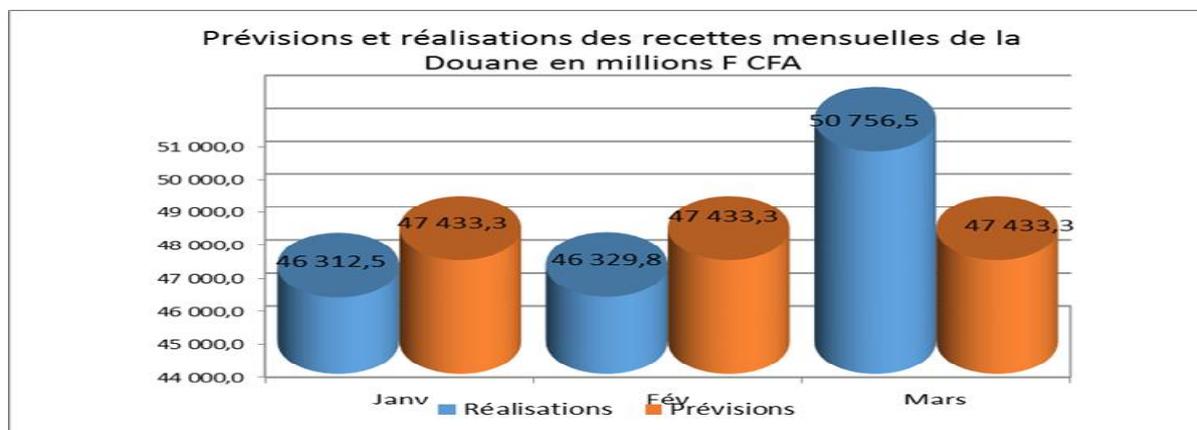
Bureaux	MOIS	Janvier	Février	Mars	TOTAL
PP	Réalisations	16,09	16,00	16,92	49,01
	Prévisions	17,92	17,92	17,92	53,75
	<b>Ecarts</b>	<b>-1,83</b>	<b>-1,92</b>	<b>-0,99</b>	<b>-4,74</b>
	<b>couverture</b>	<b>89,78%</b>	<b>89,31%</b>	<b>94,46%</b>	<b>91,19%</b>
PNP	Réalisations	30,23	30,33	33,83	94,39
	Prévisions	29,52	29,52	29,52	88,55
	<b>Ecarts</b>	<b>0,7098</b>	<b>0,8116</b>	<b>4,32</b>	<b>5,84</b>
	<b>couverture</b>	<b>102,40%</b>	<b>102,75%</b>	<b>114,62%</b>	<b>106,59%</b>
TOTAL	Réalisations	46,31	46,33	50,76	143,40
	Prévisions	47,43	47,43	47,43	142,30
	<b>Ecarts</b>	<b>-1,12</b>	<b>-1,10</b>	<b>3,32</b>	<b>1,10</b>
	<b>couverture</b>	<b>97,64%</b>	<b>97,67%</b>	<b>107,01%</b>	<b>100,77%</b>

PP= Produits Pétroliers ; PNP= Produits Non Pétroliers.

Au titre du premier trimestre 2017, la Direction Générale des Douanes a réalisé, au compte du budget d'Etat, la somme de 143,398 milliards FCFA pour des prévisions de 142,299 milliards FCFA, soit un gap positif de 1,099 milliards et une couverture des prévisions de 100,77%.

Les recettes douanières ont atteint le niveau historique de 50,76 milliards de FCFA en mars 2017. L'atteinte de ce niveau dans une conjoncture nationale et internationale difficiles est la résultante de la politique managériale ci-dessus mentionnée.

**Graphique n°1 : Prévisions et réalisations des recettes mensuelles de la Douane**



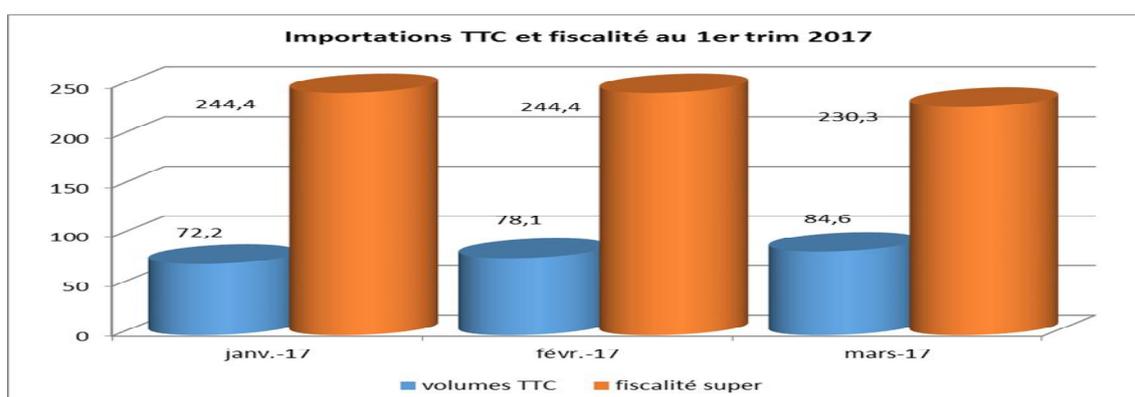
**Recettes issues des produits pétroliers**

Sur une prévision de 53,75 milliards de FCFA au titre du 1er trimestre 2017, il a été réalisé sur les produits pétroliers 49,012 milliards de FCFA, soit un GAP négatif de 4, 74 milliards de FCFA et une couverture de 91,19% des prévisions.

La contreperformance des recettes pétrolières est la résultante d'une conjoncture moins favorable. En effet, comme il fallait s'y attendre, le cours du baril de pétrole affiche une tendance haussière au premier trimestre 2017. Ne pouvant pas trop compter sur une appréciation des prélèvements fiscaux sur ces produits en cette période de tendance inflationniste sur le marché du pétrole, la Direction Générale des Douanes, à travers le Bureau des Produits Pétroliers (BPP), dans la perspective de réaliser ses prévisions de recettes sur ces produits, a entrepris un véritable programme managérial afin d'optimiser la prise en charge des produits pétroliers. Ce qui s'est traduit par un accroissement considérable des volumes consommés en TTC. Ainsi, de 72,2 millions de litres en janvier 2017, les volumes TTC ont atteint 78,1 millions de litres en février et 84,6 millions de litres en mars, soit une moyenne mensuelle de 78,3 millions de litres au 1er trimestre 2017, contre des prévisions de 74,5 millions de litres.

Au cours du trimestre, les prélèvements moyens sur le super carburant fut de 244.4F/litre en janvier et en février et 230,3F/litre en mars 2017, contre des prévisions de 271,9 F/litres de super en 2017.

## **Graphique n°2 : Importations TTC et fiscalité au 1<sup>er</sup> trimestre 2017**



### **Recettes issues des produits non pétroliers**

Les recettes sur les produits non pétroliers à la date du 31 mars 2017, sont de 94,39 milliards de FCFA pour des prévisions de 88,55 milliards de FCFA, soit un excédent de 5,84 milliards de FCFA et une couverture des prévisions de 106,59%. Les efforts managériaux sur le dédouanement de ces produits se sont traduits par un accroissement substantiel des recettes sur l'importation de ces marchandises solides. Ainsi, de 30 226,4 millions en janvier 2017, les recettes sur les marchandises solides plafonnent à 33 831,8 millions, atteint en mars 2017.

#### **B. Perspectives de recettes au deuxième trimestre 2017**

Les prévisions de recettes de la Direction Générale des Douanes au second trimestre 2017, sont fixées à 135,70 milliards de FCFA, dont 53,75 milliards de FCFA sur les produits pétroliers et 81,95 milliards sur les marchandises solides. Ces prévisions sont contenues dans le programme convenu avec le FMI dans le cadre de la 6<sup>ème</sup> revue de la Facilité Elargie de Crédits (FEC).

Pour les mois à venir, la Direction Générale de la Douane compte maintenir si non renforcer le rythme atteint au premier trimestre en matière de recouvrement, la seule inquiétude restant le niveau des prélèvements sur les produits pétroliers qui reste inférieur au niveau prévisionnel (230.3 F/L en mars, contre 271,9 F/L prévu). En attendant, les efforts restent orientés sur l'amélioration des volumes TTC mis à la consommation à travers une politique de prise en charge optimale des cargaisons d'hydrocarbure destinées au marché national.

#### **Tableau n°2 : Prévisions de recouvrement de recettes douanières au titre du 2<sup>nd</sup> trimestre 2017**

(En milliards de FCFA)

Bureaux	Avril	Mai	Juin	TOTAL
PP	17,92	17,92	17,92	53,75
PNP	27,32	27,32	27,32	81,95
<b>TOTAL</b>	45,23	45,23	45,23	135,70

PP= Produits Pétroliers ; PNP= Produits Non Pétroliers.

## Direction Générale des Impôts

Les prévisions de recettes assignées à la Direction Générale des Impôts (DGI) au premier trimestre 2017 étaient de 182,400 milliards de FCFA.

### A. Réalizations des recettes au 31 mars 2017

Le tableau ci-dessous résume la situation des encaissements et des recouvrements par grandes masses par rapport aux prévisions.

**Tableau n°1 :** Situation des réalisations de 2017 par nature d'impôt.

(En milliards de FCFA)

DESIGNATION DES IMPOTS	EXERCICE 2017		
	Prévisions au 31 mars	Réalisations au 31 mars	Taux réalisé
Impôts Directs	98,207	87,372	88,97%
Impôts Indirects	78,850	65,665	83,28%
Enregistrements et Timbre	5,343	5,677	106,25%
<b>TOTAL</b>	<b>182,400</b>	<b>158,714</b>	<b>87,01%</b>

Les réalisations totales au 31 mars 2017 se sont chiffrées à 158,714 milliards de FCFA ; soit un taux de réalisation de 87,01% et un GAP de 23,686 milliards de FCFA.

### Analyse comparative aux 1ers trimestres 2016 et 2017

**Tableau n°2 :** Réalisations au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 et 2017

(En milliards de FCFA)

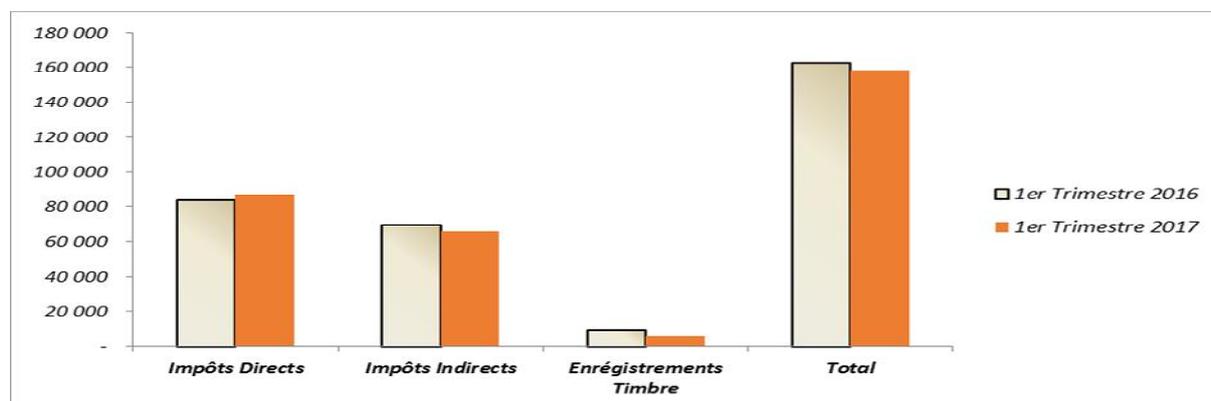
Désignation des Impôts	Impôts Directs	Impôts Indirects	Enregistrements Timbre	Total
1 <sup>er</sup> Trimestre 2016	85,805	67,994	8,991	<b>162,790</b>
1 <sup>er</sup> Trimestre 2017	87,372	65,665	5,677	<b>158,714</b>

De l'examen du tableau 2, il ressort qu'en 2017 :

- les impôts directs ont dépassé leur niveau de 2016 de 1,567 milliards, soit un taux d'accroissement de 1,83% ;
- les impôts indirects n'ont pas atteint le niveau de 2016 ; il existe un léger GAP de 2,329 milliards soit une baisse de 3,43% ;
- les droits d'enregistrement et timbre également n'ont pas atteint le niveau de 2016, le gap est de 3,314 milliards ; soit une baisse de 36,86%.

Le graphique ci-dessous résume la situation comparative trimestrielle par grandes masses (2016 et 2017).

**Graphique n°1 : Histogramme comparatif des réalisations au premier trimestre (2016 et 2017) en grandes masses**



**Analyse comparative par rapport aux objectifs de la période**

**Tableau n°3 : Prévisions et Réalisations au premier trimestre 2017**

Désignation des Impôts	Impôts Directs	Impôts Indirects	Enregistrements Timbre	Total
Prévisions	98 207	78 850	5 343	182 400
Réalisations	87 372	65 665	5 677	158 714
Taux de réalisation	88,97%	83,28%	106,25%	87,01%
GAP/Dépassement	- 10 835	- 13 185	334	- 23 686

**a. Impôts directs**

Les objectifs de recouvrement d'impôts directs n'ont pas été atteints au premier trimestre 2017. Le gap est de 10,835 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 88,97%. Cette tendance est conforme à celle de 2016.

**b. Impôts indirects**

Les prévisions de recouvrement d'impôts indirects sur la période n'ont pas été atteintes avec une réalisation de 65,665 milliards de FCFA sur une prévision de 78,850 milliards de FCFA pour la période, soit un taux de réalisation de 83,28% et un gap de 13,185 milliards de FCFA. Comparativement au premier trimestre 2016, le taux de réalisation au premier trimestre 2017 enregistre une baisse de 5,6 points de pourcentage.

**c. Droits d'enregistrement et de timbre**

Les réalisations en ce qui concerne les droits d'enregistrement et de timbre s'élèvent à 5,677 milliards de FCFA entre janvier et mars 2017 contre une prévision de 5,343 milliards de FCFA pour la même période, soit un taux de réalisation de 106,25%. La tendance de 2016 est meilleure avec une réalisation de 8,991 milliards de FCFA sur une prévision de 4,185 milliards de FCFA pour la période, soit un taux de réalisation de 214,84%.

En somme, Il se dégage un gap global de 23,686 milliards de FCFA en fin mars 2017. Cette insuffisance s'explique essentiellement par le non-paiement par certaines sociétés minières de l'acompte au titre de l'Impôt sur les Sociétés (IS) pour 14,854 milliards de FCFA, du paiement de certains fournisseurs de l'Etat en franchise de TVA et du report de paiement des droits d'enregistrement pour certains opérateurs économiques adjudicataires de marchés publics. Il est important de préciser qu'au regard du niveau de recouvrement, ce gap est déjà résorbé de moitié à fin avril 2017.

## **B. Perspectives pour le deuxième trimestre 2017**

Pour le deuxième trimestre, la stratégie d'atteinte de l'objectif reposera sur la mise en œuvre des activités ci-après :

- l'identification et la relance des défaillants puis éventuellement la taxation d'office (périodicité mensuelle);
- le suivi régulier de l'exécution des programmes de contrôle (périodicité quotidienne à mensuelle selon niveau de suivi). Les programmes de contrôle comprennent les dossiers objets de renseignements CMIERF et les faux enregistrements ;
- l'intensification des opérations de recensement particulièrement celui des immeubles passibles de l'impôt sur les revenus fonciers (rapport mensuel) ;
- le contrôle régulier (au moins deux opérations) des vignettes ordinaires et TTR ;
- le suivi régulier au niveau du trésor des DR de retenue à la source de TVA (suivi quotidien) ;
- la poursuite des opérations de localisation des contribuables (opérations ponctuelles);
- la poursuite des opérations de contrôle ciblé de TVA (programme);
- la mise en œuvre d'une synergie d'action entre la DGI, la DGD, la DNTCP et la DNCC.

## Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique

### A. Prévisions et réalisations de recettes au 31 mars 2017

La situation d'exécution des prévisions de recettes de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique au 31 mars 2017 se présente comme suit :

**Tableau n°1** : Prévisions et réalisations de recettes au 31 mars 2017.

(En milliards de FCFA)

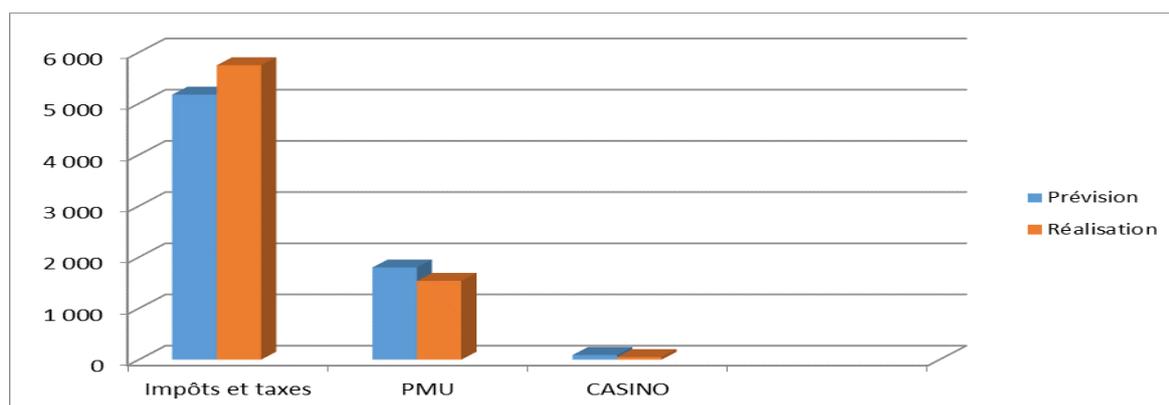
	1 <sup>er</sup> Trimestre						Cumul au 31 mars 2017	
	Janvier		Février		Mars		Prévision	Réalisation
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation		
<b>Impôts et Taxes</b>	2,08	2,18	1,55	1,77	1,55	1,81	5,18	5,75
<b>PMU</b>	0,60	0,56	0,60	0,59	0,60	0,39	1,80	1,54
<b>CASINO</b>	0,03	0,003	0,030	0,023	0,030	0,024	0,09	0,05
<b>TOTAL</b>	<b>2,71</b>	<b>2,74</b>	<b>2,18</b>	<b>2,38</b>	<b>2,18</b>	<b>2,22</b>	<b>7,07</b>	<b>7,34</b>

Les prévisions cumulées de recettes à la date du 31 mars 2017 s'élèvent à 7,07 milliards de FCFA dont 5,18 milliards de FCFA d'impôts et taxes, 1,8 milliard de FCFA pour le PMU et 0,090 milliards de FCFA pour le CASINO.

Quant aux réalisations de recettes à la même date, elles ont été de 7,34 milliards de FCFA dont 5,75 milliards de FCFA au titre des impôts et taxes recouverts par le Trésor soit 111% de taux de réalisation, 1,54 milliards de FCFA pour les recettes du PMU-MALI soit 85% et, 0.050 milliards de FCFA recouverts au niveau du CASINO, soit 56%.

Globalement, il se dégage un excédent de réalisation de 0,272 milliard de FCFA et un taux de réalisation de 104% sur la prévision cumulée à fin mars 2017. Cet excédent est dû essentiellement aux impôts et taxes recouverts par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Cette performance est due au meilleur suivi des recettes de chancellerie et des régies de recettes notamment les passeports.

**Graphique 1** : Prévisions et réalisations des recettes au 1<sup>er</sup> trimestre 2017



## B. Perspectives de recouvrement au 2<sup>ème</sup> trimestre 2017

**Tableau n°2** : Prévisions de recouvrement au 2<sup>ème</sup> trimestre 2017.

(En milliards de FCFA)

	Prévision du 1 <sup>er</sup> Trimestre	Prévision 2 <sup>ème</sup> Trimestre			Cumul du 2 <sup>ème</sup> Trimestre	TOTAL
		Avril	Mai	Juin		
Impôts et Taxes	5,18	1,87	1,66	2,02	5,55	10,73
PMU	1,80	0,60	0,60	0,60	1,80	3,60
CASINO	0,09	0,03	0,03	0,03	0,09	0,18
<b>TOTAL</b>	<b>7,07</b>	<b>2,50</b>	<b>2,29</b>	<b>2,65</b>	<b>7,44</b>	<b>14,5</b>

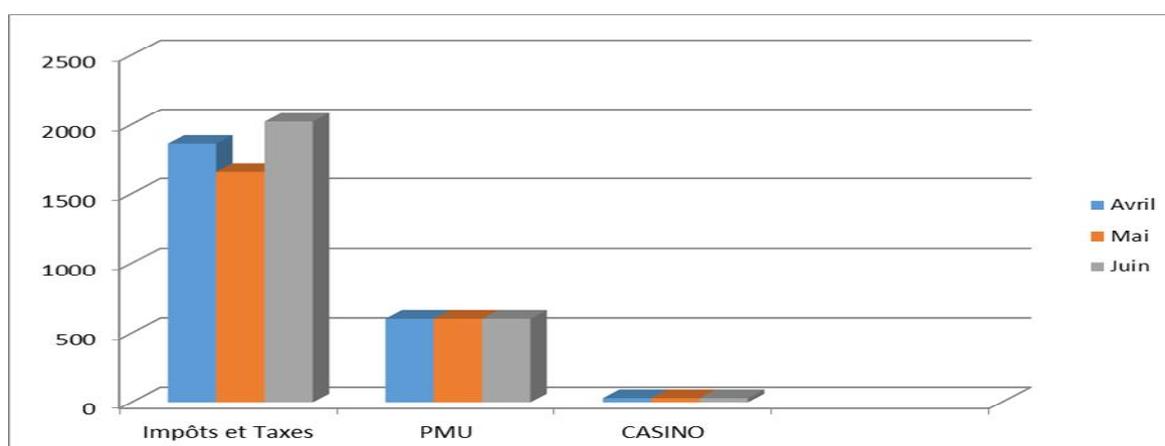
Les prévisions de recettes du deuxième trimestre 2017 sont de 7,44 milliards de FCFA dont 5,55 milliards de FCFA d'impôts et taxes, 1,80 milliard de FCFA de recettes du PMU-MALI et 0,090 milliard de FCFA de recettes du CASINO.

Ces prévisions sont réparties mensuellement comme suit :

- Avril : 2,496 milliards de FCFA ;
- Mai : 2,289 milliards de FCFA ;
- Juin : 2,650 milliards de FCFA.

Les perspectives de recouvrement de recettes du CASINO, d'un montant de 0,090 milliard de FCFA au cours du deuxième trimestre 2017, sont répartis en tranche mensuelle de 0,03 milliard de FCFA. Quant aux Impôts et taxes, il est prévu une réalisation de 1,866 milliard de FCFA en avril, 1,659 milliard de FCFA en mai et 2,020 milliards de FCFA en juin 2017. Concernant les prévisions mensuelles de réalisations des recettes du PMU-MALI, il est prévu un recouvrement de 0,6 milliard de FCFA par mois d'avril à juin 2017.

**Graphique 2** : Prévisions de recouvrement au 2<sup>ème</sup> trimestre 2017



La DNTCP a pris les dispositions nécessaires pour pouvoir atteindre son objectif de recettes de l'exercice budgétaire 2017 à fin décembre. Cet objectif sera atteint à travers un meilleur suivi des recettes de Chancellerie et des régies de recettes notamment les passeports.

## **Direction Nationale des Domaines et du Cadastre**

Les réalisations de recettes de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre (DNDC) au premier trimestre 2017 se présentent comme suit.

### **A. Constats**

#### **a. Prévisions**

Les objectifs de recette assignés à la DNDC par la loi de Finances 2017 est de 127,800 milliards de FCFA. La prévision du premier trimestre 2017 s'élève à 13,839 milliards de FCFA.

#### **b. Réalisations**

Au 31 mars 2017, la contribution de la DNDC à la réalisation des objectifs de recettes du premier trimestre s'est chiffrée à 10,76 milliards de FCFA ; soit un taux de réalisation de 78% de la prévision du premier trimestre, se traduisant par un écart négatif de 3,075 milliards de FCFA.

On note une régression du niveau des réalisations du premier trimestre de 2017 (10,76 milliards de FCFA) par rapport à la même période en 2016 (11,198 milliards de FCFA) ; soit une diminution de 8%.

Les rubriques les plus significatives sont :

- les aliénations d'immeubles et transformations en titre fonciers avec 0,764 milliard de FCFA de réalisation au premier trimestre 2017 contre 1, 877 milliard de FCFA à la même période en 2016 ; soit un taux de régression de -145% ;
- la taxe Ad Valorem avec 4,168 milliards de FCFA de réalisation au premier trimestre 2017 contre 4,237 milliards de FCFA en 2016 ; soit un gap de 0,69 milliard de FCFA.

En revanche, il est à signaler une augmentation du niveau de paiements des dividendes des sociétés minières au premier trimestre 2017 (2,484 milliards de FCFA) comparativement à l'année 2016 (1,683 milliard de FCFA), soit un taux d'augmentation de 47%.

### **B. Analyses**

Les réalisations des recettes du premier trimestre 2017, d'une façon générale, ont connu une diminution par rapport à la même période en 2016.

Cette diminution s'explique en partie par la baisse du niveau de recouvrement des rubriques de recettes telles que : la taxe Ad Valorem et les recettes ordinaires.

◆ **Taxe Ad Valorem**

Le recouvrement sur cette rubrique a aussi connu une légère diminution par rapport à la même période en 2016 due essentiellement à la baisse du niveau de la production aurifère et du cours de l'or sur le marché international.

◆ **Recettes ordinaires**

Alors que toutes les Directions régionales des Domaines et du Cadastre enregistrent une augmentation notable des recouvrements de recettes ordinaires par rapport à 2016, la Direction des Domaines du District de Bamako connaît une diminution spectaculaire des réalisations en 2017 : 1,652 milliard de FCFA contre 3,860 milliards de FCFA en 2016 ; soit un gap de 2,207 milliards de FCFA. Elle s'explique en grande partie par l'impact de la révision à la hausse des prix de cession des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat et des Collectivités Territoriales dont les montants ont été jugés très exorbitants par les usagers qui se font rares au niveau des Bureaux des Domaines pour les opérations de morcellement ou d'immatriculation.

L'effort de recouvrement a été fortement soutenu au premier trimestre par l'amélioration des recouvrements sur les autres rubriques de recettes ordinaires malgré l'instabilité de la situation économique du pays. Il s'agit de la rubrique des aliénations de meubles, les droits de conservations foncières, les concessions ordinaires et la taxe sur la plus-value de cession.

Il faut noter également la forte progression du niveau de recouvrement de dividendes des sociétés minières avec l'implication tant du département des Finances que celui des Domaines, à travers les administrateurs et représentants de l'Etat dans les Conseils d'Administration.

(En milliards de FCFA)

NOMENCLATURE	PREVISIONS 1ER TRIMESTRE	REALISATIONS 1ER TRIMESTRE	TAUX
Aliénation d'immeubles et TF	2,723	0,764	28%
Aliénation de meubles	0,074	0,102	138%
Redevances superficielles	0,300	0,210	70%
Taxe Ad Valorem	5,227	4,168	80%
Droit d'enregistrement	2,531	1,937	77%
Droit de conservation foncière	0,345	0,464	134%
Droit de timbre	0,112	0,096	86%
Pénalités	0,011	0,007	63%
Concessions ordinaires	0,102	0,156	154%
Taxes sur les frais d'édilité	0,081	0,042	51%
Dividendes sociétés minières	2,000	2,485	124%
Dividendes autres sociétés	-	-	
Prélèvement honoraires greffiers	0,003	0,008	228%
Loyer administratif	0,007	0,009	138%
Taxe d'extraction	0,089	-	0%
Taxe sur la plus-value de cession	0,232	0,305	132%
Location verbale	0,002	0,011	591%
<b>TOTAL</b>	<b>13,839</b>	<b>10,764</b>	<b>78%</b>

### **C. Perspectives pour le deuxième trimestre 2017**

Comme perspectives, il est attendu, au titre du deuxième trimestre, un montant de 32,813 milliards de FCFA qui est reparti comme suit :

- 22,312 milliards de FCFA de recouvrement sur la ligne « dividendes des autres sociétés » (SOTELMA-MALITEL, CMDT, BNDA, ASAM, N'SUKALA, BIM) ;
- 2,348 milliards de FCFA de dividendes des sociétés minières :
  - ♦ 1,600 milliard de FCFA de dividendes attendus de la part de la société minière de Goukoto ;
  - ♦ 0,748 milliard de FCFA de dividendes attendus de la part de la société minière de SEMOS S.A ;
- 4,500 milliards de FCFA en taxes ad valorem, soit une moyenne mensuelle de recouvrement de l'ordre de 1,500 milliard de FCFA ;
- 4,000 milliards FCFA en recettes ordinaires, soit une moyenne mensuelle de recouvrement de 1,300 milliard de FCFA.

## **Direction Générale de la Dette Publique**

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2017 est de 9,223 milliards de FCFA.

La situation d'exécution à la date du 31 mars 2017 est de 4,818 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 52%.

Les perspectives de recouvrements du deuxième trimestre 2017 sont de 1,281 milliard de FCFA.

La Direction Générale de la Dette Publique continuera de recouvrer les échéances courantes de dettes et de réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'Economie et des Finances.

Ci-dessous le tableau des prévisions de recouvrement 2017 des prêts rétrocédés.

(En milliards de FCFA)

ORGANISMES	janvier		février		mars		avril		mai		juin		juillet		août		septembre		octobre		novembre		décembre		TOTAL GENERAL			
	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal		
BNDA			0,012	0,012	0,009	0,009			0,410		0,046						0,009				0,409		0,022				0,917	0,021
EDM-SA	0,25	0,25									0,250																0,250	0,250
SOGEM			2,743	2,392				0,324					0,207				0,222		0,267								3,763	2,392
BDM-SA							0,087												0,085								0,172	
SOTELMA-SA							0,007												0,006								0,013	
N-SUKALA					1,9125	2,155											1,896										3,808	2,155
BMS-SA							0,157												0,143								0,300	0,000
Prév. DGDP	0,250	0,250	2,755	2,404	1,922	2,164	0,575		0,410		0,296		0,207				2,127		0,501		0,409		0,022			9,223	4,818	
Cumul DGDP		0,250		2,654		4,818																					4,818	
Pourcentage	100%		87%		113%																						52,24%	

**NB:** en termes de perspectives, un montant de 0,351 milliards de FCFA de la SOGEM (compensation) est dans le circuit de traitement.

## **Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat**

Les recettes de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat proviennent essentiellement :

- des loyers versés à l'Etat sur les bâtiments publics mis en location ;
- des produits de réforme de matières et matériels appartenant à l'Etat et devenus sans emploi ;
- des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées ;
- des redevances versées à l'Etat suite à la mise en concession de certaines sociétés.

En 2017, il a été inscrit dans la loi de Finances initiale des prévisions de recettes de cessions d'immobilisations incorporelles de 7,847 milliards de FCFA au compte de la DGABE.

Ces prévisions avaient été faites sur la base :

- de la cession de l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP) ;
- de la vente des 19% des actions de la SOTELMA au grand public ;
- des produits de réforme de matières et matériels appartenant à l'Etat et devenus sans emploi.

Après plusieurs tentatives de privatisation de l'UMPP, il a été finalement décidé de relancer l'entreprise. Un projet de communication écrite a été élaboré à l'attention du Conseil des ministres afin de lui soumettre une stratégie de privatisation de la société.

Aucune autre opération de cession d'immobilisations incorporelles n'est envisagée au titre du deuxième trimestre de l'année 2017.

Pour permettre à la DGABE d'avoir une meilleure visibilité sur les ressources provenant des activités qu'elle mène et une maîtrise des recettes budgétaires y découlant, il serait souhaitable que les prévisions de recettes soient portées sur les flux générés par l'ensemble des activités gérées par la structure.

Actuellement, à l'exception des produits de privatisation ou de réforme des entreprises publiques, toutes les autres recettes sont actuellement versées au niveau des guichets de la DNDC et sont directement reversées au Trésor pour le compte de celle-ci.

## **2. Mobilisation des Appuis Budgétaires :**

Les Appuis Budgétaires sont constitués des Appuis Budgétaires Généraux (ABG) et des Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS). Les ABG se décomposent en dons et en prêts et rentrent dans le cadre de financement du déficit budgétaire.

Les ressources au titre des ABG inscrites dans la loi de Finances initiale 2017 s'élèvent à 129,600 milliards de FCFA contre 117,757 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2016, soit une progression de 11,843 milliards de FCFA ou un taux d'accroissement de 10.06%. Elles se décomposent par partenaire comme suit :

- Union Européenne.....63,000 milliards FCFA ;
- Danemark (ABG) .....0,000 milliard FCFA ;
- Banque Mondiale .....23,300 milliards FCFA ;
- Banque Africaine de Développement..... 12,300 milliards FCFA ;
- Fonds Monétaire International .....31,000 milliards FCFA.

Quant aux ressources de l'ABS, elles se chiffrent à 17,718 milliards de FCFA dans la loi de Finances 2017 contre 18,391 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2016, soit une diminution de 0,673 milliard de FCFA ou un taux de régression de 3,66%. Elles sont constituées :

- de l'appui budgétaire sectoriel décentralisé de la Coopération Suisse à hauteur 6,027 milliards de FCFA dont :
  - ♦ 0,999 milliard de FCFA pour le Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM) dans les régions de Kayes, de Sikasso, de Ségou, de Mopti, de Tombouctou et le District de Bamako ;
  - ♦ 0,259 milliard de FCFA pour le Programme de Développement Social et Urbain ;
  - ♦ 0,705 milliard de FCFA au titre du Programme d'Appui au Développement Economique Régional de Sikasso (ADER) ;
  - ♦ 0,300 milliard de FCFA au titre du Programme d'Appui à la Décentralisation de l'Education (PADE) ;
  - ♦ 0,1475 milliard de FCFA au titre du Programme d'Appui à l'Education Non Formelle (PENF) dans les régions de Sikasso, de Mopti et de Tombouctou ;
  - ♦ 0,998 milliard de FCFA au titre du Programme de Soutien aux Economies Locales du Delta du Niger (PSEL-Delta) ;
  - ♦ 1,658 milliard de FCFA pour le Programme d'Appui aux Filières Agro Pastorales de Sikasso (PAFA) ;

- ♦ 0,960 milliard de FCFA pour le Programme Partenariat Gouvernance dans les régions de Mopti et de Tombouctou ;
- du montant d'appui budgétaire sectoriel de 8,663 milliards de FCFA résultant des annonces faites par le Canada dans les secteurs de la Santé et de l'Education et du report de 3,028 milliards de FCFA de l'ABS Canada non exécuté en 2015.

**Situation de réalisation des recettes d'appuis budgétaires au 31/03/2017**

(En milliards de FCFA)

STRUCTURES	Objectif (1)	Réalisations au 31/03/2017 (2)	Ecart par rapport à l'objectif annuel (3) = (1) - (2)	Taux de réalisation/objectif (4) = (2) / (1)*100
ABS	17,718	7,897	9,821	44,57%
ABG (DONS)	63	9,878	53,122	15,68%
ABG (PRETS)	66,6	0	66,6	0,00%
<b>Total Appuis Budgétaires</b>	<b>147,318</b>	<b>17,775</b>	<b>129,543</b>	<b>12,07%</b>

Ainsi, sur une prévision annuelle de **147,318 milliards de FCFA**, **17,775 milliards de FCFA** ont été réalisés à la date du 31 mars 2017 au titre des appuis budgétaires, soit un taux de réalisation de **12,07%**.

### III. EXECUTION DU BUDGET EN DEPENSES

Les dépenses du budget d'Etat initial 2017 sans le financement extérieur du BSI se chiffrent à **1 987,031 milliards de FCFA** sur lesquels, il a été exécuté au 31 mars 2017 un montant de **300,909 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **15,14%** contre **17,05%** à la même période en 2016.

La situation d'exécution desdites dépenses se présente comme suit.

#### 1. Analyse de l'exécution des dépenses par nature de budget

Tableau 1: Exécution du budget par nature de budget

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
Pouvoirs publics et Administrations centrales	1 589,235	244,558	15,39%
Administrations déconcentrées des régions	303,063	45,565	15,03%
Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux	94,733	10,785	11,38%
<b>TOTAL</b>	<b>1 987,031</b>	<b>300,909</b>	<b>15,14%</b>

Les dépenses des Pouvoirs Publics et des Administrations Centrales comprennent les dépenses des charges communes, des Institutions, des Départements ministériels et des Etablissements Publics à caractère Administratif (y compris le financement intérieur du Budget Spécial d'Investissement).

Le taux d'exécution des crédits au niveau des Pouvoirs Publics et Administrations centrales (15,39%) s'explique essentiellement par : le taux d'exécution, des dépenses de transfert et subventions, des dépenses de personnel, des dépenses en équipement et investissement y compris le BSI financement intérieur.

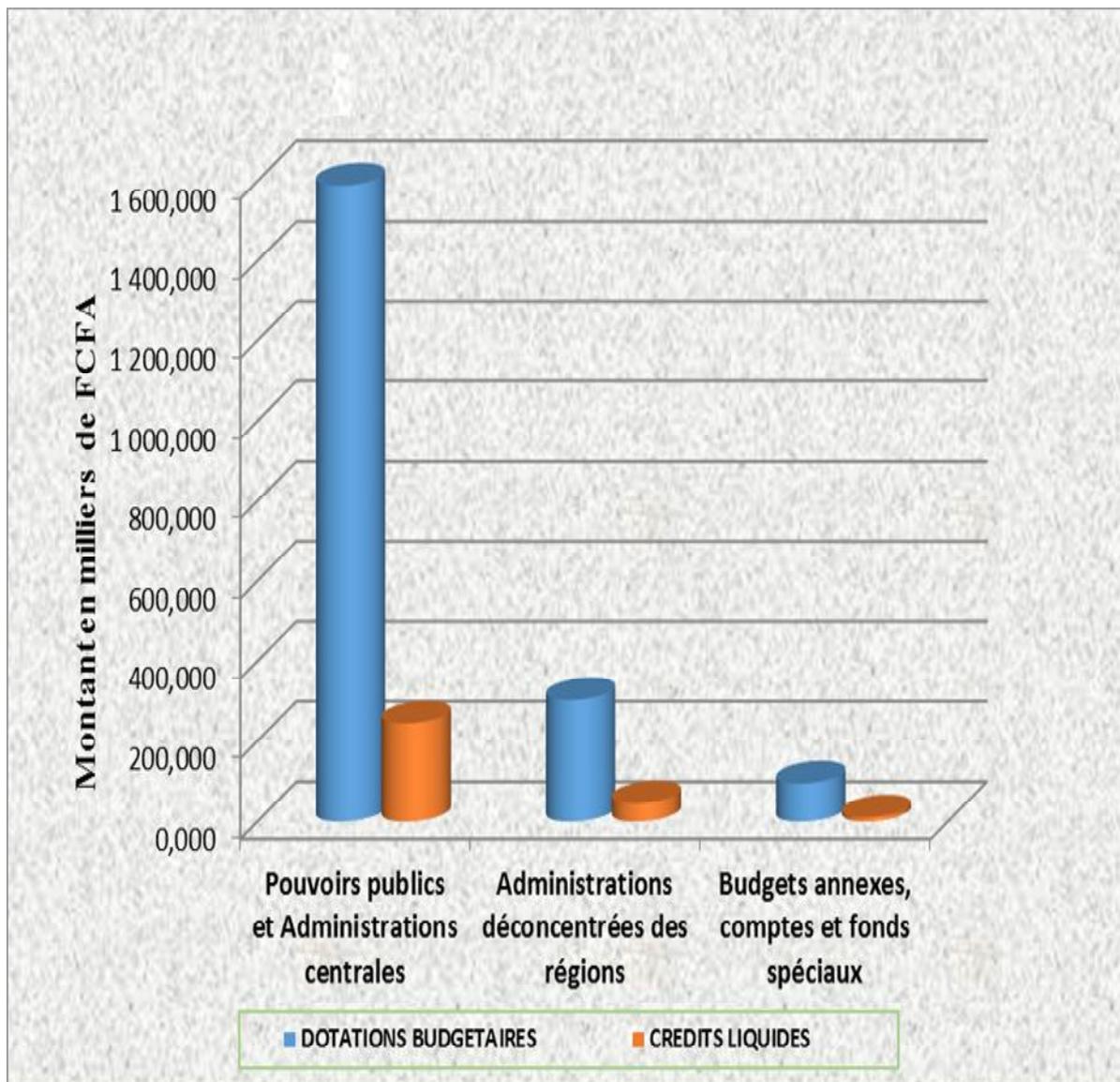
Le taux d'exécution élevé des crédits au niveau des administrations déconcentrées des régions (15,03%) s'explique essentiellement par le taux d'exécution des salaires du personnel.

S'agissant des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux, leur niveau d'exécution de 11,38%, est imputable aux budgets annexes des entrepôts du Mali dans les différents ports maritimes de la sous-région notamment dans les Entrepôts Maliens au Togo, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Guinée, au Ghana et en Mauritanie.

Ces budgets étant exécutés dans différents pays en dehors du Mali, leur exécution n'est pas interconnectée dans la chaîne informatique de la dépense, c'est après exécution qu'il est procédé à leur saisie dans la base de données informatiques de la loi de Finances.

Ci-dessous, la représentation graphique de l'exécution des dépenses par nature de budget (sans BSI financement extérieur)

**Graphique 1 : Exécution des dépenses par nature de budget (sans BSI Extérieur)**



Ci-dessous, l'exécution détaillée des dépenses par nature de budget au 31 mars 2017  
(sans le BSI financement extérieur).

**Tableau 2** : Exécution détaillée des dépenses par nature de budget

(En milliards de FCFA)

LIBELLES	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>BUDGET GENERAL</b>			
<b>BUDGET GENERAL POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATIONS CENTRALES</b>			
PERSONNEL	246 470 291	95 243 336	45 060 735
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	88 507 659	18 464 179	13 212 195
DÉPLACEMENT & MISSION	54 300 203	8 375 233	8 167 433
COMMUNICATION & ENERGIE	33 541 556	10 303 948	9 824 373
AUTRES DÉPENSES	78 444 379	13 690 877	11 151 451
BOURSES	17 129 100	1 878 365	1 844 413
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	247 119 050	41 397 865	30 681 668
TRANSFERT ET SUBVENTION	278 436 424	76 598 154	58 637 024
DETTES	239 527 000	23 011 636	23 011 636
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	276 224 000	51 020 380	40 967 263
APPUI BUDGÉTAIRE	11 690 584	2 595 977	2 000 000
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	17 845 126	0	0
	<b>1 589 235 372</b>	<b>342 579 949</b>	<b>244 558 190</b>
<b>ADMINISTRATIONS DECONCENTREES DES REGIONS</b>			
PERSONNEL	83 746 737	41 450 297	12 287 757
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	31 939 720	3 527 854	2 506 447
DÉPLACEMENT & MISSION	6 625 988	1 143 028	848 747
COMMUNICATION & ENERGIE	11 252 713	2 565 558	2 007 451
AUTRES DÉPENSES	8 464 200	1 304 233	841 008
BOURSES	666 435	21 763	21 420
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	27 191 592	100 510	25 040
TRANSFERT ET SUBVENTION	12 093 282	2 288 603	1 084 395
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	11 400 000	2 632 289	484 847
APPUI BUDGÉTAIRE	7 011 276	87 500	14 300
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	102 671 234	35 075 434	25 444 016
	<b>303 063 177</b>	<b>90 197 070</b>	<b>45 565 428</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1 892 298 549</b>	<b>432 777 019</b>	<b>290 123 617</b>
<b>BUDGETS ANNEXES COMPTES ET FONDS SPECIAUX</b>			
BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉCI	94 732 656	16 506 026	10 785 152
<b>TOTAL BUDGETS ANNEXES COMPTES ET FOND</b>	<b>94 732 656</b>	<b>16 506 026</b>	<b>10 785 152</b>
<b>TOTAL BUDGET D'ETAT</b>	<b>1 987 031 205</b>	<b>449 283 045</b>	<b>300 908 770</b>

## 2. Analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses (Sans BSI financement extérieur)

**Tableau 3 :** Exécution du budget par nature de dépenses (sans le BSI extérieur)

(En milliards de FCFA)

<b>LIBELLE</b>	<b>DOTATIONS BUDGETAIRES</b>	<b>CREDITS LIQUIDES</b>	<b>TAUX D'EXECUTION</b>
Personnel	330,217	57,348	17,37%
Personnel (Collectivité)	120,516	25,444	21,11%
Fonctionnement	226,168	36,567	16,17%
Transfert	308,325	61,587	19,97%
Autres dépenses	86,909	11,992	13,80%
Equipement et investissement	561,935	72,159	12,84%
Dettes	239,527	23,012	9,61%
Appui budgétaire	18,702	2,014	10,77%
Budgets annexes	94,733	10,785	11,38%
<b>TOTAL</b>	<b>1 987,031</b>	<b>300,909</b>	<b>15,14%</b>

Il ressort de l'analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses au 31 mars 2017, ce qui suit :

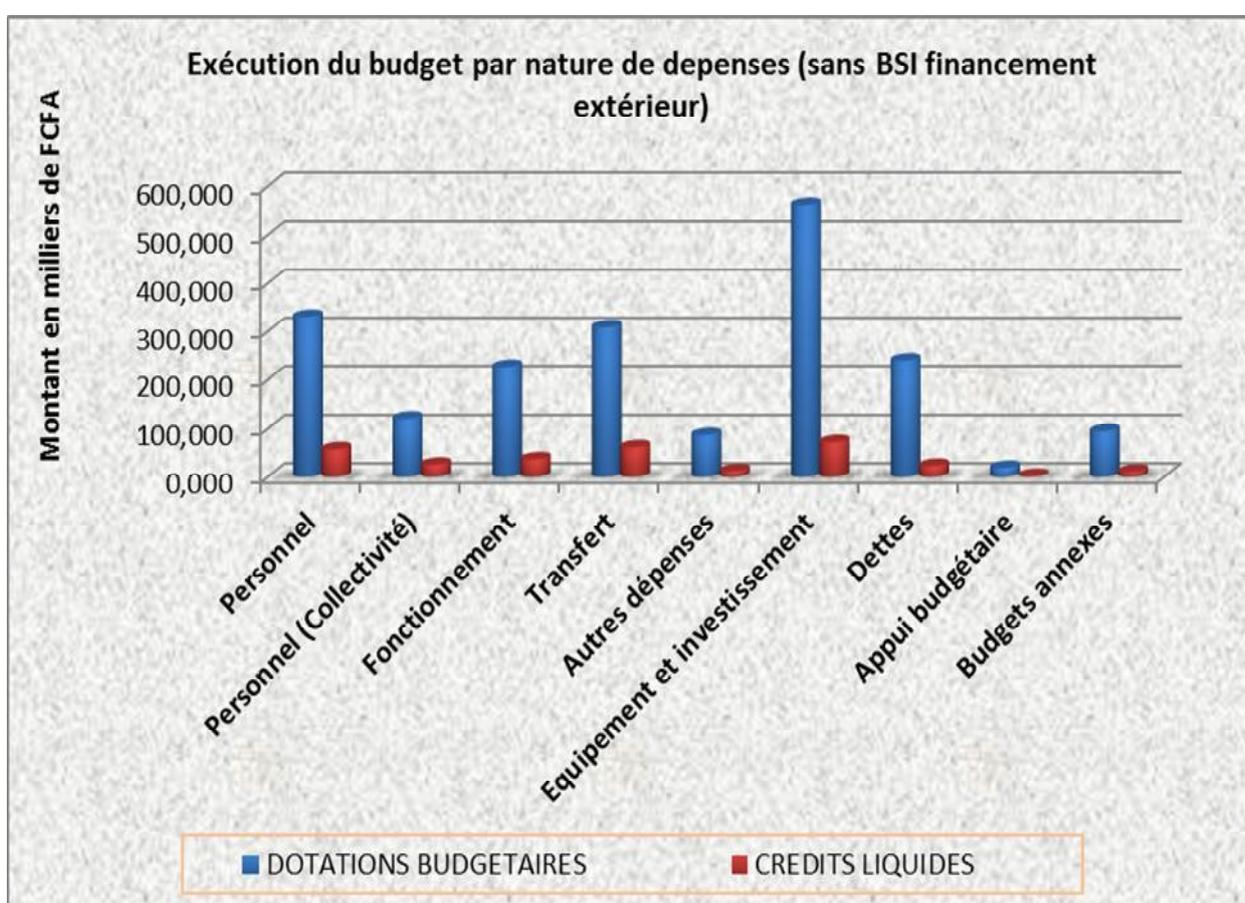
- a. les dépenses de personnel enregistrent un taux d'exécution de 17,37% contre 23,42% en à la même période en 2015 pour le personnel de l'administration générale de l'Etat et de 21,11% contre 22,33% pour le personnel des collectivités territoriales ;
- b. les autres dépenses enregistrent un niveau d'exécution de 13,80% contre 12,20% à la même période en 2015 dû essentiellement aux dépenses indiquées ci-après :
  - les dépenses de formation ;
  - les frais de location et d'entretien ;
  - les autres dépenses des Ministères.
- c. la rubrique transfert et subventions dégage un niveau d'exécution de 19,97% contre 20,45% à la même période en 2016. Ce niveau d'exécution en 2017 se justifie par la prise en charge des dépenses de transfert d'équilibre de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale, des dépenses de personnel des EPA, de l'avance à l'EDM-SA, de la subvention en intrants agricoles et de la subvention aux organismes publics.
- d. les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 16,17% contre 14,92% à la même période en 2016 imputable essentiellement aux dépenses liées aux matériels et fonctionnement, déplacements et missions, communication et énergie, notamment :
  - dépenses en alimentation des départements ministériels ;
  - dépenses de matériels et de fonctionnement des départements ministériels, des EPA et des Régions ;
  - frais de transport, indemnités de déplacement, carburants et lubrifiants ;
  - dépenses en eau et en électricité.

e. l'équipement-investissement (sans le financement extérieur du BSI) présente un taux d'exécution de 12,84% contre 17,38% à la même période en 2016 ; dont 57,45% sont inscrits dans le BSI financement intérieur. Il s'agit essentiellement des dépenses en investissements en faveur de l'équipement de l'armée et des opérations militaires ainsi que des dépenses en investissement des ministères et des EPA.

De manière globale, le taux d'exécution du budget 2017 au 31 mars a diminué d'environ deux points de pourcentage par rapport à celui du budget 2016 à la même période.

Ci-dessous la représentation graphique de l'exécution des dépenses par nature de dépenses (sans BSI financement extérieur).

**Graphique 2 : Exécution des dépenses par budget sans le BSI fin Extérieur).**



### 3. Situation d'exécution des dépenses par compte économique

Au 31 mars 2017, l'exécution détaillée des dépenses par compte économique se présente dans le tableau suivant.

**Tableau 4** : Exécution des dépenses par compte économique

#### PERSONNEL

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>				
2-611-20	Heures Supplémentaires	675 887	277 083	247 180
2-613-20	Frais d'examen	146 531	0	0
2-617-20	Entretien des Stagiaires	12 988	0	0
2-619-00	Solde et accessoires besoins nouveaux	1 884 939	0	0
2-619-04	Besoins nouveaux (part patronale)	5 567 756	0	0
2-619-05	Cotisation Etat (AMO)	2 556 742	0	0
2-619-06	Solde et accessoires besoins nouveaux	300 000	0	0
2-619-09	Autres dépenses de personnel	7 000 000	3 297	0
2-619-10	Autres dépenses de pers. (indem. intére.)	10 000 000	0	0
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>28 144 843</b>	<b>280 380</b>	<b>247 180</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
2-611-00	Personnel	178 989 225	89 246 073	41 225 351
2-611-20	Heures Supplémentaires	3 145 621	170 821	170 821
2-613-20	Frais d'examen	144 822	24 934	24 934
2-619-00	Solde et accessoires besoins nouveaux	9 320 597	984 418	982 634
2-619-01	Salaire personnel contractuel & saisonnier	56 517	28 259	1 845
2-619-04	Besoins nouveaux (part patronale)	7 868 609	0	0
2-619-09	Autres dépenses de personnel	5 895 000	27 988	27 988
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>205 420 391</b>	<b>90 482 493</b>	<b>42 433 572</b>
<b>DEPENSES DES E.P.A.</b>				
2-611-00	Personnel	8 352 866	4 176 433	2 244 363
2-611-20	Heures Supplémentaires	3 868 826	258 434	90 024
2-611-21	Heures supplémentaires (vac. justice)	25 000	0	0
2-613-20	Frais d'examen	106 131	45 596	45 596
2-619-00	Solde et accessoires besoins nouveaux	320 751	0	0
2-619-02	Personnel (Vacataire)	231 483	0	0
<b>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</b>		<b>12 905 057</b>	<b>4 480 463</b>	<b>2 379 983</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
2-611-00	Personnel	62 687 625	31 340 517	8 984 111
2-611-01	Personnel (K A Y E S)	1 357	0	0
2-611-04	Personnel (SEGOU)	60 788	30 394	0
2-611-05	Personnel (MOPTI)	5 600	0	0
2-611-07	Personnel administratif	3 634 368	1 817 184	636 070
2-611-22	Personnel cycle I	11 391 104	5 695 552	1 837 918
2-611-23	Personnel cycle II	4 675 754	2 337 877	737 148
2-611-24	Heures Supplémentaires (P. Adm.)	141 535	32 404	31 889
2-611-25	Heures Supplémentaires (P. Enseig.)	709 306	185 334	62 313
2-613-21	Indemnité double vacation	399 049	975	975
2-619-01	Salaire personnel contractuel & saisonnier	40 251	10 060	10 060
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>83 746 737</b>	<b>41 450 297</b>	<b>12 300 483</b>
<b>TOTAL PERSONNEL</b>		<b>330 217 028</b>	<b>136 693 633</b>	<b>57 361 218</b>

# MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>				
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	1 976 548	352 001	327 116
3-622-12	Entretien matériel informatique	320 643	0	0
3-629-26	Célébration fêtes nationales	300 000	5 000	5 000
3-629-56	Conférences et visites (matériel)	255 000	214 921	214 921
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>2 852 191</b>	<b>571 922</b>	<b>547 037</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
3-241-00	Mobilier pour logement	24 925	0	0
3-241-10	Mobilier et équipement de bureau	200 957	37 758	27 537
3-242-10	Matériel informatique	440 362	14 842	14 842
3-243-10	Besoins nouveaux en véhicules des Structures	16 056	0	0
3-244-10	Matériel technique, installation et outillage	56 607	10 523	7 241
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des :	14 637 469	2 427 001	1 921 666
3-621-13	Informatisation des salaires	586 237	130 722	44 818
3-621-14	Impressions & Imprimés	3 114 906	728 737	40 136
3-621-15	Fournitures techniques	5 226 438	708 905	208 551
3-621-16	Habillement	2 574 098	140 931	92 083
3-621-17	Alimentation	13 263 036	6 224 586	5 613 741
3-621-18	Alimentation des cantines scolaires	900	224	224
3-621-19	Dépenses de fonctionnement (Cellule SI	52 104	8 928	8 928
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	8 265 586	369 456	252 875
3-621-21	Alimentation des animaux	123 869	11 973	11 973
3-621-22	Matériel fonct. lutte contre vente illicite m	13 537	0	0
3-621-23	Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)	36 913	9 223	9 223
3-621-24	Alimentation poste de sécurité	315 901	70 000	70 000
3-621-25	Dépenses de fonctionnement (Comité sc	6 494	911	911
3-621-26	Dépenses de fonctionnement (frais de ré	100 000	25 000	25 000
3-621-29	Dépenses de fonct. (prog. vigoureux alph	1 500 000	81 729	81 729
3-621-30	Matériel didactique	2 987 487	19 529	19 529
3-621-31	Appui en matériel à l'Enseig. Fond.	4 031 789	984 059	0
3-621-36	Matériels didactiques (matières d'œuvre	194 855	0	0
3-621-37	Matériels didactiques (demi-bourses)	450 540	0	0
3-621-38	Matériel (strat. scol. acc. passerelles)	118 110	87 357	87 357
3-621-50	Appui mise en œuvre PO CSL VIH/SID	61 585	0	0
3-621-51	Appui stratégie nationale contrôle interne	787 099	92 694	0
3-621-52	Appui évaluation système éducatif	70 382	17 595	17 595
3-621-53	Appui activités renforcement capacités G	160 922	0	0
3-621-54	Appui supervision activités pédagogique	105 576	26 394	26 394
3-621-55	Appui suivi-évaluation cantines scolaire	17 596	4 399	4 399
3-621-56	Appui suivi-évaluation manuels scolaire	17 596	4 399	4 399
3-621-57	Appui cadres concertation niveaux local	17 596	4 399	4 399
3-621-61	Appui juridictions	450 000	7 665	3 300
3-621-62	Appui maisons d'arrêts	178 090	600	600
3-621-64	Appui à l'évaluation des acquisitions des	70 000	0	0
3-621-66	Achat bois de chauffe	12 000	0	0
3-622-10	Entretien matériel de bureau	170 357	33 830	30 326
3-622-11	Entretien du matériel technique	10 482	301	153
3-622-12	Entretien matériel informatique	1 630 061	149 315	63 882
3-622-13	Maintenance matériels & équip. sanitaire	217 728	0	0
3-622-14	Réinsertion détenus	3 400	850	850
3-622-15	Journal officiel	20 623	5 075	5 075

3-629-11	Achat de médailles	34 501	0	0
3-629-16	Promotion touristique	59 023	13 041	13 041
3-629-18	Achat de vignettes	11 660	11 660	11 660
3-629-20	Achats Médicaments	3 301 261	1 324 986	1 324 986
3-629-21	Achat de vaccins	3 274 528	1 020 958	1 020 958
3-629-23	Produits pharmaceutiques (visas)	12 811	0	0
3-629-24	Produits pharmaceutiques	106 361	2 785	2 785
3-629-25	Achat de support IEC	24 831	0	0
3-629-27	Achat kâotrine	9 960	0	0
3-629-31	Frais Examens Cycle II	188 114	0	0
3-629-32	Frais Examens Enseig.Normal	318 689	1 538	1 538
3-629-35	Frais de concours	214 366	0	0
3-629-39	Autres frais d'examen (secondaire)	1 711 916	944 541	3 684
3-629-70	Autres Dépenses (Santé & Sports)	293 421	14 623	9 883
3-629-71	Besoins nouveaux activités sportives	163 185	73 540	73 540
3-629-72	Besoins nouveaux activités de jeunesse	20 000	0	0
3-629-76	Autres dépenses de matériel	2 599 911	278 163	158 426
3-629-77	Autres dépenses de matériel	277 414	12 567	10 000
3-629-84	Besoins nouveaux (phase finale)	174 866	0	0
3-629-85	Autres Dépenses de mat. (Plan C.A)	380 000	4 403	4 403
3-669-40	Epidémies& Catastrophes	635 468	252 214	252 214
3-669-41	Calamités & Catastrophes naturelles	228 344	57 086	57 086
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>76 380 899</b>	<b>16 452 012</b>	<b>11 643 936</b>
<b>DEPENSES DES E.P.A.</b>				
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	700 242	134 294	59 540
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	249 781	0	0
3-621-30	Matériel didactique	7 661 534	1 267 442	948 417
3-621-65	Appui à l'élaboration du Curriculum du N	20 000	4 998	4 998
3-622-12	Entretien matériel informatique	70 973	7 918	0
3-629-38	Autres frais d'examen	308 713	0	0
3-629-70	Autres Dépenses (Santé & Sports)	263 326	25 594	8 266
<b>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</b>		<b>9 274 569</b>	<b>1 440 246</b>	<b>1 021 222</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
3-241-10	Mobilier et équipement de bureau	121 551	19 407	14 503
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	4 249 028	838 136	591 694
3-621-14	Impressions & Imprimés	102 000	20 742	10 747
3-621-15	Fournitures techniques	154 776	19 611	12 921
3-621-17	Alimentation	90 700	22 675	22 675
3-621-18	Alimentation des cantines scolaires	2 388 674	579 852	481 834
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	229 435	0	0
3-621-22	Matériel fonct. lutte contre vente illicite m	92 484	17 557	12 767
3-621-23	Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)	461 240	114 058	102 703
3-621-30	Matériel didactique	1 887 939	465 596	292 804
3-621-31	Appui en matériel à l'Enseig. Fond.	2 007 259	188 478	115 853
3-621-35	Appui en matériel à l'enseig. fond. (ADAR	2 155 877	538 969	479 790
3-621-36	Matériels didactiques (matières d'œuvre	960 779	88 718	21 382
3-621-37	Matériels didactiques (demi-bourses)	9 665 617	48 370	19 530
3-621-39	Matériels didactiques (machines dactylo.	50 110	12 527	10 027
3-621-52	Appui évaluation système éducatif	184 968	34 997	28 138
3-621-54	Appui supervision activités pédagogique	200 000	18 783	4 443
3-621-57	Appui cadres concertation niveaux local	395 140	11 753	7 050
3-621-58	Appui production statistiques scolaires	204 140	6 498	2 941
3-621-59	Appui scolarisation des filles	219 883	2 542	2 542
3-621-60	Appui réparation manuels scolaires	409 049	93 900	63 813
3-621-62	Appui maisons d'arrêts	29 610	5 652	5 143
3-622-10	Entretien matériel de bureau	20 600	4 649	2 774

3-622-11	Entretien du matériel technique	22 900	5 224	2 849
3-622-12	Entretien matériel informatique	816 212	163 467	99 257
3-622-13	Maintenance matériels & équip. sanitaire	846 919	97 582	34 350
3-622-20	Entretien véhicule - réparation	9 500	2 249	1 125
3-622-21	Frais d'entretien des véhicules	2 000	500	0
3-622-30	Entretien des bâtiments	2 060	515	515
3-629-31	Frais Examens Cycle II	1 679 224	5 405	2 133
3-629-39	Autres frais d'examen (secondaire)	1 583 680	0	0
3-629-70	Autres Dépenses (Santé & Sports)	171 422	41 935	17 383
3-629-72	Besoins nouveaux activités de jeunesse	45 702	1 100	0
3-629-80	Autres Dépenses de mat. (Etudes Coll. S	279 520	37 162	32 072
3-669-40	Epidémies & Catastrophes	199 722	19 244	15 319
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>31 939 720</b>	<b>3 527 854</b>	<b>2 511 077</b>
<b>TOTAL MATÉRIEL &amp; FONCTIONNEMENT</b>		<b>120 447 379</b>	<b>21 992 034</b>	<b>15 723 271</b>

## DÉPLACEMENT & MISSION

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>				
3-627-40	Hébergement	1 158 087	28 129	28 129
3-628-10	Indemnité de déplacement	714 250	0	0
3-628-20	Frais de transport	1 938 212	131 684	116 635
3-628-25	Frais de transport à l'extérieur	4 932 377	962 767	962 767
3-629-55	Conférences et visites (déplacement)	200 990	0	0
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>8 943 916</b>	<b>1 122 580</b>	<b>1 107 531</b>
<b>DEPENSES DES MINISTÈRES</b>				
2-613-22	Indemnité de Sport d'Elite	6 481	0	0
2-613-23	Indemnité de session	1 396 484	338 467	338 467
2-613-24	Indemnité Stages Pédagogiques	166 791	2 266	0
2-613-25	Primes de résultat	691 067	26 380	26 380
3-621-40	Carburants et lubrifiants	8 510 674	1 378 114	1 376 427
3-621-41	Carburant lubrifiant Patrouille	107 054	26 761	26 761
3-621-42	Transp. Fonds (D.N.T.C.P.)	1 210	302	302
3-622-20	Entretien véhicule - réparation	13 936 782	357 591	315 127
3-622-21	Frais d'entretien des véhicules	649 259	63 951	46 714
3-627-40	Hébergement	385 347	91 816	91 816
3-628-10	Indemnité de déplacement	6 492 314	1 720 073	1 696 684
3-628-11	Indemnité Dépl. Examen	85 048	0	0
3-628-13	Déplac. Examens Cycle II	43 475	0	0
3-628-14	Déplac. Examens Enseig. Normal	20 527	0	0
3-628-15	Indemnité de déplacement à l'extérieur	334 066	86 904	86 904
3-628-17	Frais de transport enseig. second (exam	20 261	0	0
3-628-20	Frais de transport	8 042 920	1 816 190	1 779 233
3-628-22	Indemnité de mission	92 787	21 784	21 072
3-628-23	Frais Transport Cycle II (examen)	20 373	0	0
3-628-24	Frais Transport Enseig. Normal (examen	11 144	0	0
3-628-25	Frais de transport à l'extérieur	2 428 438	710 971	656 077
3-628-26	Frais de valise diplomatique	75 342	18 608	18 608
3-628-27	Fêtes armées	53 236	13 309	13 309
3-628-28	Transfert de détenus	3 404	851	851
3-628-29	Transport des retraités	184 714	44 940	44 940
3-628-31	Frais divers de transport à l'extérieur	165 711	41 423	41 423
3-628-32	Autres Dépenses de transport	79 950	19 496	19 496
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTÈRES</b>		<b>44 004 859</b>	<b>6 780 197</b>	<b>6 600 592</b>

<b>DEPENSES DES E.P.A.</b>				
3-628-10	Indemnité de déplacement	14 899	1 600	1 600
3-628-15	Indemnité de déplacement à l'extérieur	81 372	18 265	15 911
3-628-18	Déplac. Examens Enseig. Supérieur	1 000 810	397 136	388 021
3-628-20	Frais de transport	254 347	55 455	53 778
<b>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</b>		<b>1 351 428</b>	<b>472 456</b>	<b>459 310</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
3-621-40	Carburants et lubrifiants	861 127	177 653	119 954
3-621-41	Carburant lubrifiant Patrouille	221 854	38 633	31 774
3-621-42	Transp. Fonds (D.N.T.C.P.)	19 746	2 935	2 675
3-622-20	Entretien véhicule - réparation	506 825	80 766	48 511
3-622-21	Frais d'entretien des véhicules	315 135	62 968	45 124
3-627-40	Hébergement	24 200	6 050	6 050
3-628-10	Indemnité de déplacement	1 070 188	196 492	161 784
3-628-11	Indemnité Dépl. Examen	60 144	0	0
3-628-13	Déplac. Examens Cycle II	267 538	1 586	484
3-628-17	Frais de transport enseig. second (exam	38 760	0	0
3-628-20	Frais de transport	2 902 013	534 046	400 115
3-628-21	Mission à l'Intérieur	264 065	36 899	27 276
3-628-23	Frais Transport Cycle II (examen)	33 393	0	0
3-628-25	Frais de transport à l'extérieur	41 000	5 000	5 000
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>6 625 988</b>	<b>1 143 028</b>	<b>848 747</b>
<b>TOTAL DÉPLACEMENT &amp; MISSION</b>		<b>60 926 191</b>	<b>9 518 261</b>	<b>9 016 180</b>

## COMMUNICATION & ENERGIE

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>				
3-625-10	Electricité et eau	509 923	0	0
3-626-10	Redevances téléphoniques	78 548	0	0
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>588 471</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
3-625-10	Electricité et eau	14 747 160	5 244 103	5 154 235
3-625-11	Eau	5 183 782	1 541 840	1 447 955
3-626-10	Redevances téléphoniques	9 378 706	2 469 282	2 312 556
3-626-12	Frais d'internet	1 763 659	452 159	369 744
3-626-20	Frais postaux	727 317	223 500	198 286
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>31 800 624</b>	<b>9 930 884</b>	<b>9 482 776</b>
<b>DEPENSES DES E.P.A.</b>				
3-625-10	Electricité et eau	850 875	326 572	305 223
3-625-11	Eau	163 966	37 882	30 125
3-626-10	Redevances téléphoniques	129 354	7 610	5 430
3-626-20	Frais postaux	8 266	1 000	1 000
<b>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</b>		<b>1 152 461</b>	<b>373 064</b>	<b>341 778</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
3-625-10	Electricité et eau	6 988 399	1 873 174	1 558 634
3-625-11	Eau	1 038 805	226 607	114 528
3-626-10	Redevances téléphoniques	3 153 597	443 049	325 448
3-626-12	Frais d'internet	71 000	22 500	8 500
3-626-20	Frais postaux	912	228	342
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>11 252 713</b>	<b>2 565 558</b>	<b>2 007 451</b>
<b>TOTAL COMMUNICATION &amp; ENERGIE</b>		<b>44 794 269</b>	<b>12 869 506</b>	<b>11 832 005</b>

## AUTRES DÉPENSES

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>				
3-623-20	Progr. de Communication du Gouverner	312 505	0	0
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	2 114 634	91 194	91 194
3-627-20	Frais de location logements baillés	600 000	8 970	8 970
3-629-07	Autres dépenses (DDR)	1 500 000	0	0
3-629-40	Dépenses électorales	12 688 738	293 706	293 706
3-629-41	Frais de contentieux	2 010 000	393 027	393 027
3-629-42	Autres dépenses (sécurité alimentaire)	0	0	0
3-629-44	Dépenses exceptionnelles	2 755 373	534 901	534 901
3-629-79	Dépenses non classées	313 774	0	0
3-661-10	Remboursement droits indûment perçus	1 300 000	6 059	6 059
3-663-10	Pertes aux changes	735 948	86 917	86 917
3-669-30	Liquidation du passif régulier	3 265 091	449 180	356 523
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>27 596 063</b>	<b>1 863 954</b>	<b>1 771 297</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
2-617-10	Dépense de formation	4 069 450	539 680	494 120
3-622-20	Entretien véhicule - réparation	2 177	543	0
3-622-30	Entretien des bâtiments	4 001 379	1 060 447	359 096
3-622-31	Entretien courant des bâtiments	6 056 945	1 368 800	304 141
3-623-10	Honoraires et frais d'étude administrative	978 076	733 644	729 131
3-623-11	Frais de justice	390 500	0	0
3-623-21	Programme de Communication	880 972	86 158	43 314
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	6 119 922	2 936 350	2 907 550
3-627-12	Frais de location salles de cours	19 256	0	0
3-627-20	Frais de location logements baillés	127 861	15 413	14 813
3-629-04	Autres dépenses (conférence Cours)	30 000	0	0
3-629-08	Autres dépenses (l. ctre extrém. viol.)	30 000	7 500	7 500
3-629-09	Autres Dépenses	19 805 847	3 371 853	3 153 182
3-629-13	Autres dépenses (grands prix)	20 000	5 000	5 000
3-629-14	Autres dépenses (festival ondes de liberté)	29 032	7 067	4 397
3-629-15	Autres dépenses (foires promot. comme	132 450	8 312	8 312
3-629-17	Autres dépenses (appui centres sportifs)	9 502	0	0
3-629-19	Autres dépenses (assistance judiciaire)	170 000	16 873	14 419
3-629-22	Autres dépenses (soins médicaux)	869 509	206 139	191 139
3-629-33	Autres dépenses (aires protégées)	24 402	6 097	0
3-629-43	Autres dépenses (sécurité routière)	9 130	0	0
3-629-45	Autres dépenses (ISESCO)	40 797	10 199	10 199
3-629-46	Autres dépenses (achat livres)	30 054	5 309	5 309
3-629-47	Autres dépenses (initiatives cult. danses)	28 898	0	0
3-629-48	Autres dépenses (cérémonie militaire)	4 100	0	0
3-629-49	Autres dépense (constr. citoyenne)	54 000	9 700	7 700
3-629-50	Autres dépenses (aide culture)	90 000	22 500	22 500
3-629-51	Autres dépenses (aide presse)	190 000	22 500	22 500
3-629-52	Autres dépenses (activités culturelles)	83 000	11 890	11 890
3-629-57	Autres dépenses (recueil)	114 100	92 738	92 738
3-629-58	Autres dépenses (Relations Institutions)	8 173	2 043	2 043
3-629-59	Autres dépenses (révision listes électorale)	300 000	75 000	75 000
3-629-60	Autres Dépenses de Sécurité	1 652 922	406 294	406 294
3-629-62	Autres dépenses (biennale artistique)	200 000	146 515	90 700
3-629-63	Autres dépenses (lutte ctretrav. efts)	30 000	5 000	5 000

3-629-64	Autres dépenses (appui CADD)	5 000	0	0
3-629-65	Autres dépenses (appui pyramide)	40 000	10 000	10 000
3-629-66	Autres dépenses (appui unités)	175 000	43 750	43 750
3-629-67	Autres dépenses (régie opérations)	400 000	100 000	100 000
3-629-68	Autres dépenses (renseignements)	200 000	50 000	50 000
3-629-73	Autres dépenses (appui sport)	360 910	2 400	2 400
3-629-78	Autres dépenses (annuaires statistiques)	96 687	10 999	10 999
3-629-81	Autres dépenses (rencontre chasseurs O)	10 000	2 499	2 499
3-629-82	Autres dépenses (appui Tour Afrique)	40 000	0	0
3-629-86	Autres Dépenses (dialogue social)	149 900	13 960	10 000
3-629-87	Autres Dépenses (journée africaine F.P.	8 640	0	0
3-629-88	Autres dépenses (quinzaine environnem	74 900	18 000	18 000
3-629-89	Autres dépenses (forum act. promot° inv	200 000	49 961	28 261
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>48 363 491</b>	<b>11 481 131</b>	<b>9 263 893</b>
<b>DEPENSES DES E.P.A.</b>				
2-617-10	Dépense de formation	1 063 720	51 314	34 455
3-621-43	Forum des investisseurs	300 000	28 140	28 140
3-622-30	Entretien des bâtiments	10 000	1 770	0
3-622-31	Entretien courant des bâtiments	287 074	126 912	28 904
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	712 800	112 289	0
3-629-09	Autres Dépenses	111 231	25 368	25 368
<b>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</b>		<b>2 484 825</b>	<b>345 792</b>	<b>116 866</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
2-613-21	Indemnité double vacation	20 744	0	0
2-617-10	Dépense de formation	5 000	0	0
2-617-12	Dépense de Formation initiale (Enseig. S	57 404	520	0
2-617-13	Dépense de Formation continue (Enseig	29 208	0	0
2-617-14	Dépense de Formation (Coord. Stuct. Pe	148 795	2 924	2 071
2-617-15	Dépense de Formation (Curriculum Seco	43 096	464	0
2-617-16	Dépense de Formation (Curriculum Fond	384 659	5 216	1 778
2-617-17	Dépense de Formation initiale des enseig	268 161	2 274	1 453
2-617-18	Dépense de Formation continue des ens	502 698	7 957	1 660
3-622-30	Entretien des bâtiments	3 337 963	505 834	250 379
3-622-31	Entretien courant des bâtiments	855 451	189 825	107 912
3-622-32	Entretien courant des écoles	1 227 736	306 934	256 766
3-623-21	Programme de Communication	31 183	4 449	2 819
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	26 250	0	0
3-627-20	Frais de location logements baillés	20 000	0	0
3-628-20	Frais de transport	3 500	875	250
3-629-01	Autres dépenses (CROCSAD)	35 818	2 455	1 705
3-629-09	Autres Dépenses	692 369	162 221	135 569
3-629-48	Autres dépenses (cérémonie militaire)	7 175	1 794	1 794
3-629-60	Autres Dépenses de Sécurité	146 044	6 551	3 866
3-629-80	Autres Dépenses de mat. (Etudes Coll. S	8 992	253	253
3-669-30	Liquidation du passif régulier	611 954	103 688	72 735
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>8 464 200</b>	<b>1 304 233</b>	<b>841 008</b>
<b>TOTAL AUTRES DÉPENSES</b>		<b>86 908 579</b>	<b>14 995 110</b>	<b>11 993 064</b>

## BOURSES

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	1 429 100	256 524	222 571
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>1 429 100</b>	<b>256 524</b>	<b>222 571</b>
<b>DEPENSES DES E.P.A.</b>				
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	15 700 000	1 621 841	1 621 841
<b>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</b>		<b>15 700 000</b>	<b>1 621 841</b>	<b>1 621 841</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	666 435	21 763	21 420
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>666 435</b>	<b>21 763</b>	<b>21 420</b>
<b>TOTAL BOURSES</b>		<b>17 795 535</b>	<b>1 900 128</b>	<b>1 865 833</b>

## EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>				
5-211-20	Etudes et recherches	3 200 000	199 989	163 989
5-231-10	Travaux et constructions	250 000	0	0
5-234-10	Dépenses en Investissement	15 792 256	0	0
5-234-11	Dépenses en investissement diverses	29 877 187	1 785 469	1 231 619
5-234-40	Dépenses en Invest. (PR, Préfets, Sous-	2 400 000	0	0
5-234-47	Dépenses en Investissement (inondation	2 500 000	0	0
5-234-56	Dépenses en investissement (CNOSAF	4 894 922	0	0
5-260-00	Participation financière	10 000 000	4 402 374	3 222 374
5-264-10	Reliquat/Marchés sur Exerc. Anter.	300 000	0	0
5-661-20	Dépenses fiscales (Rembours. Exonération	6 000 000	1 652 078	827 387
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>75 214 365</b>	<b>8 039 910</b>	<b>5 445 369</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
5-211-20	Etudes et recherches	2 141 591	804 891	793 891
5-211-21	Etudes et recherches (CNS)	25 000	0	0
5-231-10	Travaux et constructions	2 400 000	74 969	74 969
5-231-35	Sécurisat° travaux route Taoussa	2 392 660	598 165	598 165
5-231-36	Sécurisat° travaux route Goma Coura/N	1 104 000	276 000	276 000
5-234-10	Dépenses en Investissement	14 295 896	876 169	644 208
5-234-30	Dépenses en Investissement (Alevins)	3 500 000	12 000	12 000
5-234-31	Dépenses en investissement (Equipeme	27 285 943	5 172 682	3 530 300
5-234-32	Dépenses en Investissement (Monture)	859 000	214 750	214 750
5-234-37	Dépenses en Investissement (Matériel M	53 443 893	13 071 196	6 989 207
5-234-43	Dépenses en Invest. (contrepartie B.S.I.	355 500	25 353	22 478
5-234-44	Dépenses en Invest. (Fonds Nat. Agr.)	5 000 000	0	0
5-234-45	Dépenses en Invest. (Fonds Appui auton	600 000	0	0
5-234-46	Dépenses en Invest. (Fonds comp. inov.	2 333 000	0	0
5-234-49	Dépenses en Investissement (Opérat° M	8 004 080	7 064 030	7 064 030
5-234-50	Dépenses en Invest. (Insémination)	2 130 376	0	0
5-234-51	Dépenses en Invest. (. volaille)	2 000 000	0	0
5-234-52	Dépenses en Invest. (matériel didactique	3 187 358	699 179	699 179
5-234-54	CPR et équipement agricole	1 500 000	0	0
5-234-55	Appui villages ruraux et aménagement	1 500 000	375 000	375 000
5-243-10	Matériel de transport	3 000 000	0	0
5-621-20	Dépenses en Invest. (Besoins nouveaux	12 770 731	0	0
5-629-10	Equipements Services Sécurité	4 000 000	484 704	484 704
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>153 829 028</b>	<b>29 749 088</b>	<b>21 778 881</b>

<b>DEPENSES DES E.P.A.</b>				
5-211-20	Etudes et recherches	1 457 301	77 688	56 833
5-234-10	Dépenses en Investissement	16 468 356	3 493 697	3 363 102
5-621-12	Sécurisation des dépôts	150 000	37 482	37 482
<b>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</b>		<b>18 075 657</b>	<b>3 608 867</b>	<b>3 457 418</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
5-211-20	Etudes et recherches	3 160	790	0
5-211-22	Etudes et recherches (formation)	27 073 432	99 720	25 040
5-234-10	Dépenses en Investissement	115 000	0	0
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>27 191 592</b>	<b>100 510</b>	<b>25 040</b>
<b>TOTAL EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT</b>		<b>274 310 642</b>	<b>41 498 375</b>	<b>30 706 708</b>

## TRANSFERT ET SUBVENTION

(En milliers de FCFA)

<b>LIBELLE</b>		<b>DOTATIONS BUDGETAIRES</b>	<b>CREDITS ENGAGES</b>	<b>CREDITS LIQUIDES</b>
<b>DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>				
3-669-10	Restructuration des Entreprises Publique	2 000 000	1 000 000	1 000 000
4-631-13	Personnel E.P.A.	1 094 379	0	0
4-632-03	Avance District de Bamako (Entretien)	4 000 000	0	0
4-632-17	Subvention (Intrants)	8 000 000	3 087 823	3 087 823
4-632-50	Subvention aux organismes non publics	4 100 000	0	0
4-643-10	Participation au fonctionnement	13 514 646	1 636 281	1 027 088
4-643-18	Participation au fonctionnement (Struct. A	1 000 000	301 511	167 876
4-643-19	Participation au fonctionnement (Fond de	3 561 481	0	0
4-643-29	Participation au fonctionnement (CNOSA	0	0	0
4-645-20	Contribution au fonct. des organismes	5 000 000	0	0
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	2 365 721	81 773	79 385
4-649-20	Filet Social Ajustement	10 500 000	0	0
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>55 136 227</b>	<b>6 107 388</b>	<b>5 362 173</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
2-615-20	Frais d'hospitalisation	784 661	140 174	140 174
2-619-03	Entretien Entraîneur National	476 000	118 830	118 830
4-221-03	Appui Fonct. Antennes Douanes à l'Extérieur	11 458	2 865	2 865
4-221-06	Appui fonct. secrétariat fonds eau	17 430	4 357	4 357
4-221-08	Appui Cellule passation marchés	100 000	12 818	10 000
4-221-09	Appui plan d'action microfinances	100 000	0	0
4-622-10	Appui fonct. associations religieuses	50 000	12 494	11 364
4-631-10	Subvention aux organismes publics	3 180 199	719 363	627 369
4-631-13	Personnel E.P.A.	50 000	25 000	1 266
4-631-20	Subvent. aux organismes publics (Prog.	604 858	0	0
4-631-21	Subvent. aux organismes publics (Prog.	1 227 671	744 266	744 266
4-631-23	Subvt° organismes pub. (lutte contre mal	245 953	59 108	59 108
4-631-32	Subvention aux organismes publics (Coo	158 683	39 671	0
4-631-33	Subvention aux organismes publics (GZI	16 000	3 643	1 999
4-631-38	Subvention Haut Conseil Maliens de l'Ex	58 100	14 525	14 525
4-631-50	Subvent° aux org. pub. (Santé de repro<	102 300	1 653	0
4-631-55	Subvention aux org. pub. (appui SIGTAS	75 000	0	0
4-631-56	Subvention aux org. pub. (appui PRDEPE	40 000	8 863	8 800
4-631-60	Subvention aux org. pub. (activités agrico	200 000	100 000	100 000
4-631-61	Subvention aux org. pub (EID)	80 000	0	0
4-631-62	Subvention aux org. pub (journée Afr. ph	65 000	0	0
4-632-00	Avance EDM	25 000 000	10 000 000	5 000 000
4-632-13	Subvention (appui PPM)	59 435	0	0

4-632-14	Subvention (pôle mère-enfant)	30 000	0	0
4-632-17	Subvention (Intrants)	34 308 700	4 714 938	4 714 938
4-632-18	Subvention (Mutuelle)	586 437	0	0
4-632-20	Subvention (C.L.C.C.D.F)	70 550	9 893	7 326
4-632-21	Subvention (clinique opht. Mali-Cuba)	102 300	0	0
4-632-50	Subvention aux organismes non publics	1 031 326	0	0
4-632-52	Subvention (appui C.S.Ref. Eco. fin. Mon	114 940	20 299	20 299
4-632-53	Subvention (appui centre saisie fichier ex	57 270	7 040	7 040
4-632-54	Subvention (appui INA)	80 000	11 393	0
4-632-55	Subvention (appui SIAO)	30 000	7 500	7 500
4-632-56	Subvention (appui PONA V)	19 800	4 848	4 512
4-632-57	Subvention (appui ONAV)	30 000	1 200	1 200
4-632-58	Subvention (appui salon élevage)	60 000	0	0
4-632-59	Subvention (organisat° journées)	30 000	0	0
4-632-60	Subvention pèlerinage (L. S. Islam)	100 000	23 336	23 336
4-632-61	Subvention pèlerinage (Cathol. Kita)	40 000	0	0
4-632-62	Subvention (activités CMU)	100 000	0	0
4-632-63	Subvention (activités spécifiques)	80 000	8 774	7 317
4-632-64	Subvention (plan act° hum.)	60 000	15 000	15 000
4-632-65	Subvention (plan act° PESS)	60 000	0	0
4-639-10	Participation au fonctionnement (PRODE	620 780	121 285	82 168
4-639-14	Participat° au fonctionnement (système 1	61 103	0	0
4-639-17	Subvention (artisans)	49 800	12 450	12 450
4-639-18	Participation au fonctionnement (CNT NU	124 500	30 227	20 161
4-639-19	Participation au fonctionnement (CNELA	17 719	3 300	3 300
4-639-23	Participation au fonctionnement	6 000	1 500	1 500
4-641-00	Appui informatisation CAISEF	250 000	48 460	24 860
4-641-11	Appui structures de tutelle des collectivités	417 178	77 055	61 314
4-641-12	Participation au fonctionnement (SIGTAS	1 207 650	144 720	144 720
4-641-13	Appui fonctionnement cellule CSLP	428 985	70 017	70 017
4-641-14	Appui éducation de base	28 020	0	0
4-641-15	Appui enseignement secondaire	763	0	0
4-641-16	Appui CENESS	60 000	8 321	8 321
4-641-17	Appui fonct. comité viabilité dette publique	33 200	3 552	1 600
4-641-18	Appui fonctionnement CAISFF	382 020	88 322	88 322
4-641-19	Appui fonct. CARFIP	415 000	67 495	66 003
4-641-21	Appui fonct. CCS/SFD	279 750	24 212	15 636
4-641-23	Appui fonct. comm. nat. droits de l'homme	10 588	2 470	2 470
4-641-24	Appui fonct. comm. nat. de l'OHADA	1 617	404	404
4-641-25	Appui fonct. comm. ch. travaux d'int. gl.	809	202	202
4-641-26	Appui fonct. comm. ch. médiation pénal	809	202	202
4-641-27	Appui Etat Civil	200 896	0	0
4-641-28	Appui PNEC	13 537	3 384	3 384
4-641-29	Appui GM/HCI	9 369	2 340	2 340
4-641-31	Appui Unité Suivi Stratég. Secteur Finan	175 000	34 928	33 580
4-641-33	Appui PAGAMGFP (VG)	45 000	45 000	45 000
4-641-35	Appui PAGAMGFP (CAISFF)	285 000	21 249	1 260
4-641-36	Appui PAGAMGFP (CF/AN)	45 000	0	0
4-641-39	Appui PAGAMGFP (CGSP)	293 000	35 000	35 000
4-641-40	Appui PAGAMGFP (CNCS)	110 000	0	0
4-641-41	Appui PAGAMGFP (DGABE)	250 000	0	0
4-641-42	Appui PAGAMGFP (DGB)	251 000	55 786	28 572
4-641-45	Appui PAGAMGFP (DGCE)	30 000	0	0
4-641-46	Appui PAGAMGFP (DGD)	130 000	0	0
4-641-47	Appui PAGAMGFP (DGDP)	10 000	0	0
4-641-48	Appui PAGAMGFP (DGI)	450 000	0	0

4-641-52	Appui PAGAMGFP (DGMP/DSP)	110 000	11 595	11 595
4-641-53	Appui PAGAMGFP (DNCF)	65 000	641	641
4-641-55	Appui PAGAMGFP (DNCT/CNFL)	95 000	0	0
4-641-56	Appui PAGAMGFP (DNDC)	200 000	0	0
4-641-57	Appui PAGAMGFP (DNI)	0	0	0
4-641-58	Appui PAGAMGFP (DNPD)	140 000	0	0
4-641-60	Appui PAGAMGFP (DNTCP)	371 000	3 310	3 310
4-641-62	Appui PAGAMGFP (DRH-SDEF)	30 000	0	0
4-641-63	Appui PAGAMGFP (IF)	48 000	21 713	21 713
4-641-64	Appui PAGAMGFP (SC/CS)	220 000	23 046	11 523
4-641-65	Appui PAGAMGFP (CARFIP)	365 000	56 656	54 296
4-641-70	Appui fonctionnement CERCAP	17 430	4 106	4 106
4-641-76	Appui PAMORI	210 000	18 007	9 155
4-641-77	APPUI PAGAMGFP (CDI)	62 000	0	0
4-641-78	Appui fonctionnement (CSPP)	170 300	21 625	17 571
4-641-79	APPUI PAGAMGFP (CADD/MEF)	30 000	0	0
4-641-80	APPUI PAGAMGFP (CADD/MEN)	90 000	0	0
4-641-81	APPUI PAGAMGFP (CADD/MS)	130 000	0	0
4-641-82	APPUI PAGAMGFP (ARCH. NUM)	0	0	0
4-642-11	Organisation championnats	33 200	7 325	7 325
4-642-20	Subvention Enseig. Privé	2 556 925	1 355 659	1 355 659
4-643-10	Participation au fonctionnement	8 528 013	2 663 051	1 533 316
4-643-14	Transfert en Invest. (Compte spécial Or	109 505	26 877	22 359
4-643-16	Participation au fonctionnement (CIGEM	53 950	10 507	10 507
4-643-21	Participat° au fonct. (Activités sport. intei	800 000	705 585	705 585
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	72 248	10 586	10 586
4-643-23	Participation au fonctionnement (MAEP)	297 957	18 783	18 783
4-643-24	Participation au fonctionnement (indemn	779 100	177 186	177 186
4-643-25	Participat° au fonct. (sect. tech. orient.)	124 393	31 080	30 475
4-643-27	Participat° au fonct. (déléгат° minist./insl	117 600	22 972	18 000
4-643-30	Participation au fonctionnement (CHEF F	500 000	125 000	125 000
4-643-31	Participat° au fonct. (préparat° suivi bude	561 718	108 756	81 803
4-643-33	Participation au fonctionnement (KR2)	4 750	0	0
4-643-34	Participation au fonctionnement (EAM)	100 000	0	0
4-643-35	Participation au fonctionnement (Comité	40 000	0	0
4-644-10	Subvention césarienne	1 147 742	316 374	316 374
4-644-11	Subvention femmes cancéreuses	299 285	63 937	63 937
4-644-12	Subvention CADD	51 150	0	0
4-645-20	Contribution au fonct. des organismes	1 259 454	56 264	56 264
4-645-21	Contribut° au fonct. organisations interna	4 000 000	1 521 371	1 521 371
4-645-33	Contribution (formation)	51 250	12 813	12 813
4-645-34	Contribut° au fonct. des org (enquête UE	10 000	0	0
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	1 220 861	140 423	137 932
4-649-14	Dépenses diverses de transfert (ACODE	59 137	14 497	9 499
4-649-15	Lutte contre Palu. malnutrit° promot° Hyc	322 419	0	0
4-649-16	Lutte contre les IST/SIDA	2 580 525	353 946	61 399
4-649-18	Subvention lutte contre Dracunculose	15 345	2 984	2 984
4-649-30	Assistance Technique	243 815	60 954	60 954
4-650-02	Appui jeunesse	24 000	4 050	0
4-650-03	Subvention tuberculose	75 000	3 706	3 706
4-650-04	Appui Justice (traite personne)	200 000	0	0
4-650-05	Appui (CIGMA)	15 585	0	0
4-650-06	Appui (Com. reform. sect. sécurité)	22 000	0	0
4-650-07	Appui (AGEFAU)	9 000	2 121	1 315
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>105 027 821</b>	<b>25 711 236</b>	<b>18 885 217</b>

<b>DEPENSES DES E.P.A.</b>				
4-221-05	Participation au fonctionnement (C.Stat.	166 000	41 500	41 500
4-221-07	Appui fonct. secrétariat fonds climat	20 000	0	0
4-221-10	Appui RAMED	1 143 429	0	0
4-631-10	Subvention aux organismes publics	29 248 309	6 468 002	4 579 819
4-631-11	Subvention aux organismes publics (dial	1 534 500	0	0
4-631-12	Participation Rech. Agronomique	282 572	46 706	46 474
4-631-13	Personnel E.P.A.	26 555 894	12 966 613	5 696 605
4-631-14	Electricité & Téléphone	7 500 593	2 026 876	1 428 439
4-631-16	Subvention E.P.A.	853 000	193 643	193 643
4-631-17	Subvention E.P.A.	1 248 875	908 681	908 681
4-631-18	Heures supplémentaires (cours)	504 849	144 020	144 020
4-631-19	Personnel bi-appartenant	1 148 742	101 238	96 905
4-631-27	Subvention aux organismes pub. (appui	200 000	50 000	50 000
4-631-28	Subvention aux organismes pub. (produc	40 000	2 000	2 000
4-631-30	Subvention aux organismes (volontariat	300 071	0	0
4-631-34	Subvention aux organismes publics (créa	62 182	0	0
4-631-35	Subvention aux organismes publics (prom	6 739	1 215	1 215
4-631-37	Subvention Caisse de Sécurité	37 508 640	20 377 160	20 377 160
4-631-39	Subvention Bande Ku	200 000	0	0
4-631-40	Subvention aux organismes publics (radio	500 800	181 426	0
4-631-41	Subvention aux organismes pub. (afflux	12 668	0	0
4-631-42	Subvention aux org. pub. (produits de ce	10 019	2 505	2 505
4-631-45	Subvention (gest° marché poisson)	55 000	11 745	8 304
4-631-48	Subvention (entretien bâtiments)	40 000	0	0
4-631-52	Subvention aux org. pub. (maintenance)	20 000	0	0
4-631-53	Sub. aux org. pub. (champions league E	515 000	515 000	515 000
4-631-59	Subvention aux org. pub. (frais examen)	50 000	45 120	45 120
4-632-19	Subvention (réinsert° Jeunes)	263 934	0	0
4-639-12	Participation au fonct. réseau intranet CIS	12 141	2 000	2 000
4-639-14	Participat° au fonctionnement (système 1	77 458	0	0
4-639-20	Contribution au fonct. (surv. aéroport.)	300 000	75 000	75 000
4-641-37	Appui PAGAMGFP (CFCT)	100 000	0	0
4-641-38	Appui PAGAMGFP (CFD)	25 000	0	0
4-641-69	Appui formation CFD	450 000	0	0
4-641-72	APPUI PAGAMGFP (ARMDS)	20 000	0	0
4-643-11	Appui Promot. Gaz Butane	5 174 000	406 536	0
4-643-26	Participation au fonctionnement (CAMES	90 000	5 220	1 080
4-644-13	Subvention produits anesthésiques	262 121	12 730	0
4-645-20	Contribution au fonct. des organismes	17 450	0	0
4-645-30	Contribution au fonct. des organismes (R	40 000	0	0
4-645-32	Contribut° au fonct. des org. (T.U.Q.P.P.	32 000	8 000	8 000
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	1 425 604	148 341	129 361
4-649-17	Subvt° organismes pub. (hôpitaux régionaux	254 786	38 254	36 804
<b>TOTAL DEPENSES DES E.P.A.</b>		<b>118 272 376</b>	<b>44 779 530</b>	<b>34 389 635</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
4-221-04	Appui Fonctionnement (CADJ)	24 915	4 058	2 507
4-631-10	Subvention aux organismes publics	544 623	85 997	63 967
4-631-19	Personnel bi-appartenant	32 167	0	0
4-631-21	Subvent. aux organismes publics (Prog.	91 235	8 478	2 831
4-631-23	Subvt° organismes pub. (lutte contre mal	1 080 004	256 427	198 756
4-632-50	Subvention aux organismes non publics	127 584	19 803	17 648
4-641-11	Appui structures de tutelle des collectivités	356 369	73 754	60 319
4-641-14	Appui éducation de base	141 591	23 682	13 673

4-643-10	Participation au fonctionnement	165 401	34 815	22 347
4-644-10	Subvention césarienne	976 366	95 220	82 410
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	7 925 746	1 577 296	519 197
4-649-15	Lutte contre Palu. malnutrit° promot° Hyc	619 400	107 102	98 890
4-649-19	Lutte contre Palu. malnutrit° promot° Hyc	7 881	1 970	1 850
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>12 093 282</b>	<b>2 288 603</b>	<b>1 084 395</b>
<b>TOTAL TRANSFERT ET SUBVENTION</b>		<b>290 529 706</b>	<b>78 886 757</b>	<b>59 721 419</b>

## DETTES

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>				
1-150-10	Règlement de dettes suite à emprunt	97 629 000	11 033 527	11 033 527
1-150-11	Règlement principal dettes intérieures	58 371 000	0	0
1-650-00	Frais financiers	28 514 000	3 704 520	3 704 520
1-650-10	Frais financiers dette intérieure	35 013 000	0	0
3-669-20	Apurement du passif	20 000 000	8 273 589	8 273 589
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>239 527 000</b>	<b>23 011 636</b>	<b>23 011 636</b>
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>239 527 000</b>	<b>23 011 636</b>	<b>23 011 636</b>

## BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉCIAUX

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>DEPENSES BUDGETS ANNEXES</b>				
7-211-20	Etudes et recherches	2 595 000	0	0
7-231-10	Travaux et constructions	170 000	0	0
7-231-11	Réfection et réparation	155 000	0	0
7-234-10	Dépenses en Investissement	5 846 750	0	0
7-241-10	Mobilier et équipement de bureau	111 438	0	0
7-243-10	Besoins nouveaux en véhicules des Structures	275 700	0	0
7-244-10	Matériel technique, installation et outillage	5 000	0	0
7-295-10	Prêts et avances au Personnel	161 000	0	0
7-611-00	Personnel	1 800 500	0	0
7-611-20	Heures Supplémentaires	15 000	0	0
7-617-10	Dépense de formation	408 000	8 512	8 512
7-619-09	Autres dépenses de personnel	710 000	32 942	0
7-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	641 000	0	0
7-621-40	Carburants et lubrifiants	450 000	0	0
7-622-10	Entretien matériel de bureau	63 000	0	0
7-622-11	Entretien du matériel technique	5 000	0	0
7-622-20	Entretien véhicule - réparation	250 000	0	0
7-622-30	Entretien des bâtiments	88 500	0	0
7-622-31	Entretien courant des bâtiments	40 000	0	0
7-623-10	Honoraires et frais d'étude administrative	59 000	0	0
7-625-10	Electricité et eau	159 745	0	0
7-626-10	Redevances téléphoniques	46 050	0	0
7-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	424 050	0	0
7-628-10	Indemnité de déplacement	468 000	19 950	19 950
7-628-15	Indemnité de déplacement à l'extérieur	10 000	0	0
7-628-20	Frais de transport	194 250	0	0
7-628-25	Frais de transport à l'extérieur	173 000	3 896	0
7-629-09	Autres Dépenses	1 550 650	6 355	1 680

7-629-11	Achats de médicaments	77 450	0	0
7-645-20	Contribution au fonct. des organismes	433 000	0	0
7-646-30	Subvention (entrepôts Mauritanie)	250 000	0	0
7-646-31	Subvention Entrepôts Guinée	185 000	0	0
7-646-32	Subvention Entrepôts Ghana	120 000	0	0
7-649-10	Dépenses diverses de transfert	632 000	0	0
7-649-11	Dépenses diverses de transfert (frais sco	96 000	0	0
7-650-00	Frais financiers	28 573	0	0
7-661-10	Remboursement crédit TVA	76 035 000	16 434 372	10 755 010
<b>TOTAL DEPENSES BUDGETS ANNEXES</b>		<b>94 732 656</b>	<b>16 506 026</b>	<b>10 785 152</b>
<b>TOTAL BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS S</b>		<b>94 732 656</b>	<b>16 506 026</b>	<b>10 785 152</b>

## BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>				
5-211-20	Etudes et recherches	5 295 000	227 389	206 779
5-231-10	Travaux et constructions	107 328 000	14 810 996	13 881 777
5-234-10	Dépenses en Investissement	139 829 500	30 133 072	21 725 868
5-234-35	Dépenses en Invest. (frais maint. équip.	3 050 000	686 926	686 926
5-234-58	Dépenses en investissement (BSI)	0	0	0
5-243-10	Matériel de transport	200 000	0	0
5-629-11	Fonctionnement lié à l'investissement	20 351 500	5 116 778	4 426 474
5-649-10	Fonctionnement lié à l'investissement	170 000	45 219	39 440
<b>TOTAL B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR</b>		<b>276 224 000</b>	<b>51 020 380</b>	<b>40 967 263</b>
<b>B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR (REGIONS)</b>				
5-211-20	Etudes et recherches	100 000	0	0
5-234-10	Dépenses en Investissement	11 150 000	2 582 325	434 883
5-629-11	Fonctionnement lié à l'investissement	150 000	49 964	49 964
<b>TOTAL B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR (REGIONS)</b>		<b>11 400 000</b>	<b>2 632 289</b>	<b>484 847</b>
<b>TOTAL BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR</b>		<b>287 624 000</b>	<b>53 652 669</b>	<b>41 452 110</b>

## APPUI BUDGÉTAIRE

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
5-234-10	Dépenses en Investissement	6 801 861	2 595 977	2 000 000
5-629-11	Fonctionnement lié à l'investissement	4 888 723	0	0
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>11 690 584</b>	<b>2 595 977</b>	<b>2 000 000</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
2-617-10	Dépense de formation	532 000	70 000	0
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des :	2 130 358	8 750	7 150
5-234-10	Dépenses en Investissement	4 348 918	8 750	7 150
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>7 011 276</b>	<b>87 500</b>	<b>14 300</b>
<b>TOTAL APPUI BUDGÉTAIRE</b>		<b>18 701 860</b>	<b>2 683 477</b>	<b>2 014 300</b>

## PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)

(En milliers de FCFA)

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
<b>DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>				
2-619-96	Personnel (coll.)	8 575 717	0	0
<b>TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES</b>		<b>8 575 717</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DEPENSES DES MINISTERES</b>				
2-619-96	Personnel (coll.)	1 600 000	0	0
2-619-97	Personnel (appui éducation de base col	7 669 409	0	0
<b>TOTAL DEPENSES DES MINISTERES</b>		<b>9 269 409</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DEPENSES DES REGIONS</b>				
2-619-95	Personnel (Santé coll.)	5 350 089	1 523 243	1 296 749
2-619-97	Personnel (appui éducation de base col	85 756 403	29 698 748	22 783 979
2-619-98	Personnel (appui enseig. secondaire coll	11 564 742	3 853 444	1 363 289
<b>TOTAL DEPENSES DES REGIONS</b>		<b>102 671 234</b>	<b>35 075 434</b>	<b>25 444 016</b>
<b>TOTAL PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)</b>		<b>120 516 360</b>	<b>35 075 434</b>	<b>25 444 016</b>
<b>TOTAL BUDGET D'ETAT</b>		<b>1 987 031 205</b>	<b>449 283 045</b>	<b>300 926 913</b>

#### 4. Analyse de l'exécution du budget par fonction (Sans BSI financement extérieur)

L'analyse de la situation d'exécution du budget d'Etat, par fonction ainsi que la représentation graphique correspondante se présentent comme suit.

**Tableau 4** : Exécution du budget d'Etat par fonction

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
Administration générale et diplomatie	251,754	42,391	16,84%
Défense et sécurité	326,801	64,283	19,67%
Education Nationale	349,727	46,617	13,33%
Santé	136,406	13,793	10,11%
Secteurs sociaux	95,006	30,002	31,58%
Infrastructures	397,921	61,077	15,35%
Dettes	219,527	14,738	6,71%
Dotations non réparties	209,890	28,010	13,34%
<b>TOTAL</b>	<b>1 987,031</b>	<b>300,909</b>	<b>15,14%</b>

Les taux d'exécution du budget par fonction les plus élevés à la date du 31 mars 2017 sont enregistrés au niveau des secteurs sociaux pour 31,58%, de la Défense et sécurité pour 19,67%, de l'Administration générale et diplomatie pour 16,84% et des infrastructures pour 15,35%.

Le taux d'exécution des Secteurs Sociaux (autres que l'Education et la Santé) de 31,58% contre 22,74% à la même période en 2016, s'explique essentiellement par les dépenses de transfert et subvention, de personnel et d'investissement.

La fonction Défense et Sécurité enregistre un taux d'exécution de 19,67% contre 13,35% à la même période en 2016 qui se justifie par la prise en charge des dépenses de communication-énergie, de personnel, de matériel et fonctionnement, d'équipement-investissement en faveur des Forces Armées et de Sécurité et des autres dépenses.

Le niveau d'exécution de 16,84% contre 17,96% à la même période en 2016 au niveau de la fonction Administration et Diplomatie est essentiellement imputable aux dépenses du personnel, d'équipement & investissement et de fonctionnement des administrations.

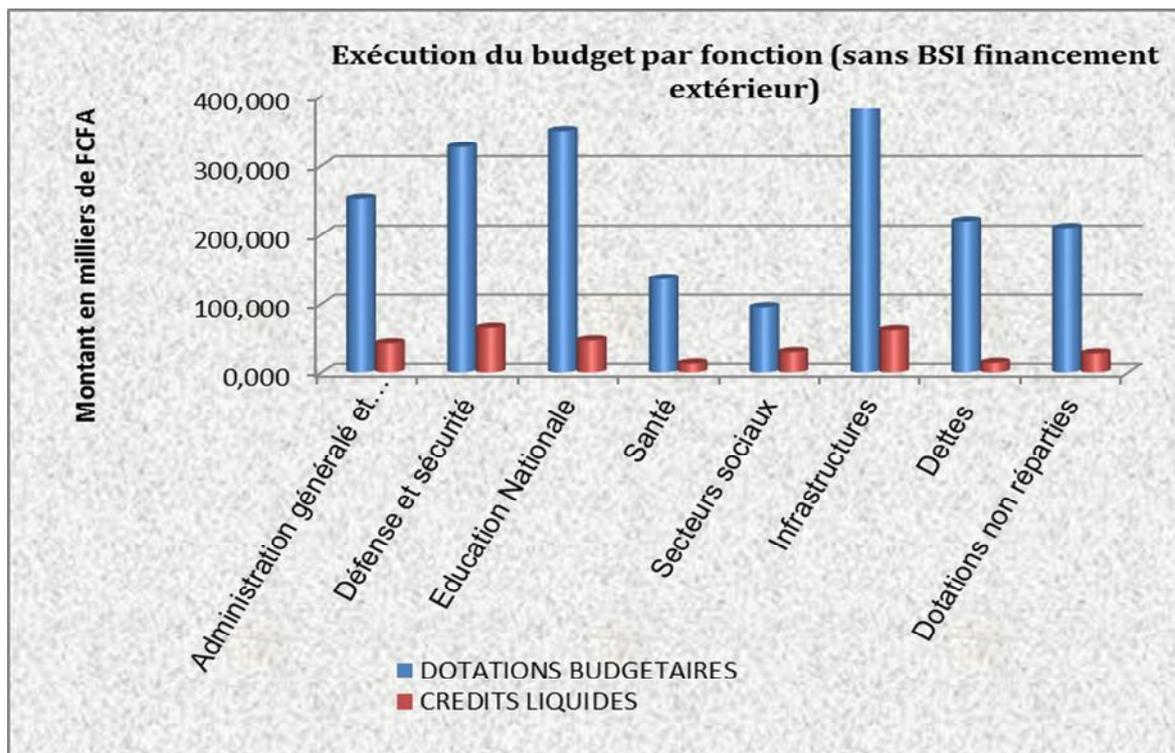
La fonction Infrastructure indique un taux d'exécution de 15,35% contre 26,10% à la même période en 2016, imputable à l'exécution des dépenses de personnel, communication & énergie, équipement et investissement, transfert et subvention et aux dépenses.

Le taux d'exécution de 10,11% contre 13,93% à la même période en 2016 de la fonction Santé est essentiellement imputable à la prise en charge des dépenses au titre du personnel de la Santé, du matériel et fonctionnement et des transferts et subventions.

Le taux d'exécution de 13,33% contre 17,44% à la même période en 2016 de la fonction Education Nationale est imputable à la prise en charge des dépenses relatives au personnel, aux transferts et subventions et au fonctionnement notamment l'incidence du coût du matériel didactique dans les différents ordres d'enseignement liée à l'évolution des effectifs des élèves de différents ordres d'enseignement.

Ci-dessous, la représentation graphique de l'exécution du budget par fonction (sans BSI financement extérieur) :

**Graphique 3 : Exécution du budget par fonction (sans BSI financement Extérieur)**



## 5. Détail de l'exécution du budget par section sans le BSI financement extérieur

L'exécution du budget de dépenses au 31 mars 2017 par section comptable (Charges Communes, Ministères, Institutions, Etablissements Publics, Régions, Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux) se résume ci-après :

**Tableau 5** : Exécution détaillée par section

(En milliers de FCFA)

<b>990 CHARGES COMMUNES</b>			
Personnel	28 144 843	280 380	247 180
Matériel & Fonctionnement	2852 191	571 922	547 037
Déplacement & Mission	8 943 916	1 122 580	1 107 531
Communication & Energie	588 471	0	0
Autres Dépenses	27 596 063	1 863 954	1 770 692
Equipement et Investissement	75 214 365	8 039 910	5 445 369
Transfert et Subvention	55 136 227	6 107 388	5 362 173
Dettes	239 527 000	23 011 636	23 011 636
BSI Financement Intérieur	13 050 000	686 926	686 926
Personnel (Collectivité)	8 575 717	0	0
	<b>459 628 793</b>	<b>41 684 695</b>	<b>38 178 543</b>
<b>110 ASSEMBLEE NATIONALE</b>			
Personnel	2 448 000	1 591 500	893 568
Matériel & Fonctionnement	3 215 035	752 158	752 158
Déplacement & Mission	5 849 255	1 462 314	1 462 314
Communication & Energie	591 656	295 828	295 828
Autres Dépenses	849 601	737 400	737 400
Equipement et Investissement	1 226 600	306 650	306 650
Transfert et Subvention	1 720 528	418 882	418 882
	<b>15 900 675</b>	<b>5 564 732</b>	<b>4 866 800</b>
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>			
Personnel	1 459 500	677 037	210 049
Matériel & Fonctionnement	1 288 161	639 735	142 709
Déplacement & Mission	1 887 606	821 327	814 394
Communication & Energie	1 948 256	619 912	619 912
Autres Dépenses	3 549 374	1 404 281	1 052 290
Equipement et Investissement	300 000	235 906	224 626
Transfert et Subvention	615 000	133 735	133 385
BSI Financement Intérieur	478 000	125 000	125 000
	<b>11 525 897</b>	<b>4 656 934</b>	<b>3 322 365</b>
<b>130 PRIMATURE</b>			
Personnel	1 568 296	697 868	347 545
Matériel & Fonctionnement	1 005 899	234 962	101 564
Déplacement & Mission	928 449	229 860	225 078
Communication & Energie	2 495 846	454 754	406 249
Autres Dépenses	1 818 397	731 860	338 930
Equipement et Investissement	104 253	11 042	10 334
Transfert et Subvention	440 135	47 013	43 641
BSI Financement Intérieur	620 000	36 503	23 312
	<b>8 981 275</b>	<b>2 443 863</b>	<b>1 496 654</b>

(En milliers de FCFA)

<b>131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>			
Personnel	66 816	33 408	14 212
Matériel & Fonctionnement	65 000	16 032	14 149
Déplacement & Mission	30 581	7 123	7 123
Communication & Energie	65 000	3 202	2 051
Autres Dépenses	345 119	76 746	76 746
	<b>572 516</b>	<b>136 512</b>	<b>114 282</b>
<b>140 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>			
Personnel	221 403	110 702	18 200
Matériel & Fonctionnement	74 865	9 268	9 268
Déplacement & Mission	201 986	36 232	30 730
Communication & Energie	148 728	41 377	31 411
Autres Dépenses	201 470	27 091	13 015
Equipement et Investissement	50 000	12 229	12 229
Transfert et Subvention	35 000	3 007	3 007
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	0
	<b>1 133 452</b>	<b>339 906</b>	<b>117 861</b>
<b>150 COUR SUPREME</b>			
Personnel	857 105	336 867	139 832
Matériel & Fonctionnement	211 114	11 896	11 123
Déplacement & Mission	230 000	45 143	43 080
Communication & Energie	68 491	24 538	24 138
Autres Dépenses	336 119	87 869	70 501
Equipement et Investissement	15 000	0	0
Transfert et Subvention	224 500	23 046	11 523
BSI Financement Intérieur	700 000	0	0
	<b>2 642 329</b>	<b>529 358</b>	<b>300 198</b>
<b>155 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>			
Personnel	253 500	126 750	44 768
Communication & Energie	66 250	12 800	11 797
Transfert et Subvention	712 000	175 434	144 227
	<b>1 031 750</b>	<b>314 984</b>	<b>200 792</b>
<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL &amp; CULTUREL</b>			
Personnel	292 720	146 360	69 993
Matériel & Fonctionnement	105 000	15 009	13 901
Déplacement & Mission	333 665	87 690	87 690
Communication & Energie	75 078	13 598	4 677
Autres Dépenses	224 600	109 827	105 285
Equipement et Investissement	40 000	7 780	6 748
Transfert et Subvention	37 500	7 518	7 518
BSI Financement Intérieur	225 000	0	0
	<b>1 333 563</b>	<b>387 782</b>	<b>295 812</b>
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>			
Personnel	746 728	373 364	177 989
Matériel & Fonctionnement	104 649	2 768	2 768
Déplacement & Mission	327 608	38 648	31 860
Communication & Energie	165 317	50 454	47 579
Autres Dépenses	181 950	18 234	18 234
Equipement et Investissement	30 000	0	0
Transfert et Subvention	62 500	35 141	35 141
BSI Financement Intérieur	200 000	0	0
	<b>1 818 752</b>	<b>518 609</b>	<b>313 572</b>

(En milliers de FCFA)

<b>180 MINISTERE AFF. ETRANGERES, COOPERAT. INTERNAT. INTEGRATION AFRICAINE</b>			
Personnel	13 661 089	6 825 300	2 733 209
Matériel & Fonctionnement	754 828	199 295	190 863
Déplacement & Mission	1 872 672	619 450	606 544
Communication & Energie	2 445 197	993 234	993 234
Autres Dépenses	9 239 994	3 572 652	3 520 025
Equipement et Investissement	1 361 500	728 082	728 082
Transfert et Subvention	7 055 785	2 899 616	1 998 072
BSI Financement Intérieur	1 800 000	448 116	425 333
	<b>38 191 065</b>	<b>16 285 745</b>	<b>11 195 362</b>
<b>185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR</b>			
Personnel	234 221	117 111	55 462
Matériel & Fonctionnement	136 593	12 396	11 376
Déplacement & Mission	318 054	59 975	59 257
Communication & Energie	119 551	13 690	10 466
Autres Dépenses	40 200	8 203	6 340
Equipement et Investissement	420 000	47 489	47 489
Transfert et Subvention	199 829	46 728	46 728
BSI Financement Intérieur	320 000	160 000	160 000
	<b>1 788 448</b>	<b>465 592</b>	<b>397 117</b>
<b>190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>			
Personnel	2 250 000	950 000	950 000
Matériel & Fonctionnement	131 910	32 978	32 978
Déplacement & Mission	255 723	63 931	63 931
Communication & Energie	165 990	82 995	82 995
Autres Dépenses	445 000	252 933	252 933
Equipement et Investissement	200 000	50 000	50 000
Transfert et Subvention	45 000	45 000	45 000
	<b>3 493 623</b>	<b>1 477 836</b>	<b>1 477 836</b>
<b>192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>			
Personnel	365 131	229 638	177 199
Communication & Energie	95 850	47 925	47 925
Equipement et Investissement	30 000	7 500	7 500
Transfert et Subvention	513 670	108 418	108 418
	<b>1 004 651</b>	<b>393 481</b>	<b>341 042</b>
<b>195 COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT</b>			
Personnel	12 221	6 111	3 071
Matériel & Fonctionnement	16 328	1 543	1 543
Déplacement & Mission	57 273	13 352	13 352
Communication & Energie	26 990	3 362	3 362
Autres Dépenses	35 947	4 552	4 552
	<b>148 759</b>	<b>28 920</b>	<b>25 881</b>
<b>210 MINISTERE DE LA DEFENSE &amp; ANC. COMBATTANTS</b>			
Personnel	86 905 208	43 067 604	22 664 680
Matériel & Fonctionnement	21 703 429	6 343 207	5 922 911
Déplacement & Mission	18 601 056	616 753	593 556
Communication & Energie	11 853 805	4 633 644	4 539 061
Autres Dépenses	12 221 220	1 026 199	817 779
Equipement et Investissement	111 155 448	26 275 030	18 501 689
Transfert et Subvention	945 956	195 352	195 352
	<b>263 386 122</b>	<b>82 157 787</b>	<b>53 235 027</b>

(En milliers de FCFA)

<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME</b>			
Personnel	2 075 824	1 177 221	288 525
Matériel & Fonctionnement	2 992 105	693 034	351 324
Déplacement & Mission	315 363	74 260	72 514
Communication & Energie	514 026	153 072	106 770
Autres Dépenses	800 042	67 117	27 185
Transfert et Subvention	353 010	29 652	29 602
BSI Financement Intérieur	4 300 000	1 171 869	10 000
	<b>11 350 370</b>	<b>3 366 225</b>	<b>885 920</b>
<b>223 OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE</b>			
Personnel	564 300	0	0
Matériel & Fonctionnement	51 000	0	0
Déplacement & Mission	127 438	0	0
Communication & Energie	162 000	0	0
Autres Dépenses	36 000	0	0
Equipement et Investissement	100 000	0	0
	<b>1 040 738</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>225 MINISTERE DROITS DE L'HOMME &amp; REFORME ETAT</b>			
Personnel	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0
	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>			
Personnel	37 749 904	16 340 440	7 501 880
Matériel & Fonctionnement	3 913 367	174 727	161 039
Déplacement & Mission	1 527 777	294 512	287 246
Communication & Energie	1 254 084	365 553	357 541
Autres Dépenses	1 692 739	314 257	295 521
Equipement et Investissement	5 000 000	560 703	549 350
Transfert et Subvention	75 750	43 518	43 518
BSI Financement Intérieur	720 000	60 000	60 000
	<b>51 933 621</b>	<b>18 153 710</b>	<b>9 256 096</b>
<b>235 SECURITE D'ETAT</b>			
Matériel & Fonctionnement	352 225	88 056	88 056
Déplacement & Mission	1 313 305	328 326	328 326
Communication & Energie	324 155	0	0
Autres Dépenses	3 582 888	895 722	895 722
	<b>5 572 573</b>	<b>1 312 105</b>	<b>1 312 105</b>
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>			
Personnel	8 639 207	4 319 604	704 586
Matériel & Fonctionnement	3 627 005	941 154	127 529
Déplacement & Mission	1 089 444	216 072	203 484
Communication & Energie	1 796 591	673 488	668 192
Autres Dépenses	698 147	148 941	6 124
Equipement et Investissement	850 000	83 765	29 105
Transfert et Subvention	6 946 632	866 072	740 248
BSI Financement Intérieur	12 751 000	1 067 599	808 783
	<b>36 398 026</b>	<b>8 316 694</b>	<b>3 288 051</b>

(En milliers de FCFA)

<b>320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.</b>			
Personnel	817 657	408 829	194 498
Matériel & Fonctionnement	407 652	35 870	31 849
Déplacement & Mission	214 085	41 319	40 387
Communication & Energie	239 622	42 580	39 925
Autres Dépenses	423 905	70 522	64 513
Equipement et Investissement	562 000	5 000	5 000
Transfert et Subvention	62 000	0	0
BSI Financement Intérieur	1 587 000	101 397	83 433
	<b>4 313 921</b>	<b>705 517</b>	<b>459 604</b>
<b>323 MINISTERE EMPLOI &amp; FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			
Personnel	615 437	307 719	136 400
Matériel & Fonctionnement	360 794	22 712	6 375
Déplacement & Mission	228 352	37 790	29 439
Communication & Energie	229 635	39 541	35 171
Autres Dépenses	238 707	21 337	10 458
Transfert et Subvention	364 091	42 103	27 578
BSI Financement Intérieur	960 000	194 365	193 444
Appui Budgétaire	514 000	0	0
	<b>3 511 016</b>	<b>665 566</b>	<b>438 866</b>
<b>330 MIN. ADMINISTRATION TERRIT. DECENTRALISATION ET REFORME ETAT</b>			
Personnel	1 193 624	596 812	274 436
Matériel & Fonctionnement	692 335	64 368	52 146
Déplacement & Mission	710 933	163 231	162 641
Communication & Energie	439 266	84 014	84 014
Autres Dépenses	1 213 374	278 369	208 088
Equipement et Investissement	165 900	23 644	18 367
Transfert et Subvention	1 266 611	205 439	189 698
BSI Financement Intérieur	6 650 000	179 930	140 477
	<b>12 332 043</b>	<b>1 595 808</b>	<b>1 129 867</b>
<b>334 AUTORITE PROTECT DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>			
Personnel	115 268	57 634	51 251
Matériel & Fonctionnement	80 000	20 000	20 000
Déplacement & Mission	226 550	60 200	60 200
Communication & Energie	25 912	12 956	12 956
Autres Dépenses	30 000	7 500	7 500
Equipement et Investissement	83 200	20 800	20 800
Transfert et Subvention	6 000	1 500	1 500
BSI Financement Intérieur	300 000	150 000	150 000
	<b>866 930</b>	<b>330 590</b>	<b>324 207</b>
<b>335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE</b>			
Personnel	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0
	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES &amp; DU CULTE</b>			
Personnel	86 311	43 156	22 373
Matériel & Fonctionnement	125 971	15 617	14 623
Déplacement & Mission	130 124	29 202	29 202
Communication & Energie	30 094	7 851	7 851
Autres Dépenses	130 313	27 322	27 322
Transfert et Subvention	324 874	69 545	48 235
	<b>827 687</b>	<b>192 691</b>	<b>149 605</b>

<b>341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE</b>			
Personnel	97 367	48 684	20 107
Matériel & Fonctionnement	325 583	70 839	39 660
Déplacement & Mission	160 674	30 630	30 630
Communication & Energie	68 445	13 619	10 619
Autres Dépenses	75 800	15 073	13 473
Transfert et Subvention	2 212 132	521 500	432 857
	<b>2 940 001</b>	<b>700 345</b>	<b>547 346</b>
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>			
Personnel	10 802 766	2 418 708	1 355 641
Matériel & Fonctionnement	14 756 099	2 340 993	267 460
Déplacement & Mission	865 297	95 129	88 769
Communication & Energie	608 003	147 005	117 876
Autres Dépenses	2 008 462	337 002	19 844
Bourses	800	0	0
Equipement et Investissement	4 279 415	753 995	699 179
Transfert et Subvention	3 650 116	1 460 709	1 428 239
BSI Financement Intérieur	2 915 000	0	0
Appui Budgétaire	2 221 137	0	0
Personnel (Collectivité)	7 669 409	0	0
	<b>49 776 504</b>	<b>7 553 540</b>	<b>3 977 007</b>
<b>412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR &amp; RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>			
Personnel	6 981 308	472 501	206 095
Matériel & Fonctionnement	849 789	56 491	22 176
Déplacement & Mission	356 245	72 736	59 805
Communication & Energie	381 383	79 288	838
Autres Dépenses	1 291 360	201 602	39 639
Bourses	1 428 300	256 524	222 571
Equipement et Investissement	2 333 000	0	0
Transfert et Subvention	508 606	103 260	24 371
BSI Financement Intérieur	2 400 000	218 927	218 927
Appui Budgétaire	514 000	0	0
	<b>17 043 991</b>	<b>1 461 329</b>	<b>794 422</b>
<b>510 MINISTERE DE LA CULTURE</b>			
Personnel	1 175 155	587 578	277 919
Matériel & Fonctionnement	278 871	58 690	48 926
Déplacement & Mission	150 488	34 746	34 746
Communication & Energie	402 191	118 419	113 824
Autres Dépenses	736 276	249 123	177 513
Equipement et Investissement	70 000	17 434	9 735
Transfert et Subvention	470 224	98 285	86 892
BSI Financement Intérieur	700 000	40 480	34 474
	<b>3 983 205</b>	<b>1 204 754</b>	<b>784 028</b>
<b>520 MINISTERE DES SPORTS</b>			
Personnel	1 009 104	394 386	206 449
Matériel & Fonctionnement	756 277	306 706	91 248
Déplacement & Mission	1 369 518	325 071	324 269
Communication & Energie	750 376	292 308	291 772
Autres Dépenses	331 351	63 516	52 832
Equipement et Investissement	46 000	9 947	3 858
Transfert et Subvention	1 445 742	862 783	861 593
BSI Financement Intérieur	1 825 000	376 588	110 917
	<b>7 533 368</b>	<b>2 631 305</b>	<b>1 942 938</b>

<b>525 MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE</b>			
Personnel	227 901	115 685	46 697
Matériel & Fonctionnement	128 105	4 742	3 273
Déplacement & Mission	74 013	13 978	9 845
Communication & Energie	30 000	3 802	3 134
Autres Dépenses	446 490	18 330	8 700
Equipement et Investissement	50 000	0	0
Transfert et Subvention	24 000	4 050	0
BSI Financement Intérieur	1 685 000	728 971	720 000
	<b>2 665 509</b>	<b>889 558</b>	<b>791 649</b>
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE &amp; HYGIENE PUBLIQUE</b>			
Personnel	8 427 250	1 212 050	0
Matériel & Fonctionnement	12 354 645	2 637 368	2 607 139
Déplacement & Mission	800 000	146 243	139 775
Communication & Energie	717 184	2 351	0
Autres Dépenses	889 068	49 342	29 891
Equipement et Investissement	4 906 621	74 969	74 969
Transfert et Subvention	5 377 038	1 307 274	1 265 950
BSI Financement Intérieur	17 600 000	0	0
Appui Budgétaire	8 441 447	2 595 977	2 000 000
Personnel (Collectivité)	1 600 000	0	0
	<b>61 113 253</b>	<b>8 025 572</b>	<b>6 117 724</b>
<b>614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>			
Personnel	31 879	14 933	7 894
Transfert et Subvention	2 724 756	387 605	89 198
	<b>2 756 635</b>	<b>402 537</b>	<b>97 092</b>
<b>640 MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE</b>			
Personnel	590 229	320 143	146 544
Matériel & Fonctionnement	320 825	35 858	30 705
Déplacement & Mission	140 677	34 117	31 947
Communication & Energie	244 626	60 310	48 996
Autres Dépenses	391 595	79 587	61 580
Equipement et Investissement	785 000	29 657	25 417
Transfert et Subvention	61 390	13 721	13 721
BSI Financement Intérieur	2 250 000	283 926	97 612
	<b>4 784 342</b>	<b>857 317</b>	<b>456 522</b>
<b>660 MINISTERE SOLIDARITE &amp; ACTION HUMANITAIRE</b>			
Personnel	936 321	457 295	159 659
Matériel & Fonctionnement	732 154	161 214	72 521
Déplacement & Mission	621 739	126 933	108 791
Communication & Energie	137 013	3 284	2 008
Autres Dépenses	187 012	78 018	6 846
Equipement et Investissement	85 000	21 199	21 199
Transfert et Subvention	1 499 833	53 078	27 768
BSI Financement Intérieur	400 000	0	0
	<b>4 599 072</b>	<b>901 022</b>	<b>398 793</b>
<b>714 MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE</b>			
Personnel	1 229 361	604 449	304 463
Matériel & Fonctionnement	336 059	49 235	45 400
Déplacement & Mission	226 462	47 095	41 548
Communication & Energie	301 175	46 505	31 542
Autres Dépenses	371 522	72 675	38 176
Transfert et Subvention	76 849	18 158	15 658
BSI Financement Intérieur	5 405 000	847 434	669 478
	<b>7 946 428</b>	<b>1 685 552</b>	<b>1 146 265</b>

<b>720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>			
Personnel	1 361 819	680 910	276 912
Matériel & Fonctionnement	174 004	23 110	13 320
Déplacement & Mission	180 633	36 117	36 117
Communication & Energie	249 000	41 638	41 638
Autres Dépenses	187 277	20 357	5 748
Equipement et Investissement	25 000	0	0
Transfert et Subvention	25 015 000	10 001 000	5 001 000
BSI Financement Intérieur	11 506 000	401 261	284 142
	<b>38 698 733</b>	<b>11 204 393</b>	<b>5 658 877</b>
<b>726 MINISTERE DES MINES</b>			
Personnel	780 892	397 446	186 343
Matériel & Fonctionnement	446 047	27 538	24 048
Déplacement & Mission	202 561	49 092	47 329
Communication & Energie	190 788	11 948	9 642
Autres Dépenses	228 419	32 002	25 022
Equipement et Investissement	114 135	22 729	10 887
Transfert et Subvention	349 531	53 743	41 642
BSI Financement Intérieur	1 510 000	82 426	67 397
	<b>3 822 373</b>	<b>676 924</b>	<b>412 311</b>
<b>730 MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION</b>			
Personnel	222 875	111 438	50 231
Matériel & Fonctionnement	91 703	14 290	12 248
Déplacement & Mission	123 499	30 859	30 859
Communication & Energie	126 079	27 214	23 082
Autres Dépenses	269 060	40 735	24 584
Equipement et Investissement	45 000	9 818	0
Transfert et Subvention	124 500	30 227	20 161
BSI Financement Intérieur	615 000	207 500	207 500
	<b>1 617 716</b>	<b>472 080</b>	<b>368 662</b>
<b>740 MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES</b>			
Personnel	1 024 052	512 026	76 451
Matériel & Fonctionnement	522 121	34 729	33 832
Déplacement & Mission	177 273	41 365	41 365
Communication & Energie	293 432	20 851	14 862
Autres Dépenses	333 229	32 505	25 502
Equipement et Investissement	3 030 000	1 900	1 900
Transfert et Subvention	699 920	18 007	9 155
BSI Financement Intérieur	5 650 000	501 890	363 820
	<b>11 730 027</b>	<b>1 163 273</b>	<b>566 886</b>
<b>745 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME</b>			
Personnel	573 651	286 826	131 568
Matériel & Fonctionnement	313 427	57 346	52 106
Déplacement & Mission	125 589	26 177	26 177
Communication & Energie	60 776	2 840	1 671
Autres Dépenses	95 195	16 055	14 238
Equipement et Investissement	12 450	623	623
Transfert et Subvention	60 059	8 539	8 203
BSI Financement Intérieur	6 300 000	2 184 428	1 249 774
	<b>7 541 147</b>	<b>2 582 833</b>	<b>1 484 359</b>

<b>750 MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION</b>			
Personnel	360 138	180 069	46 436
Matériel & Fonctionnement	214 096	20 107	17 426
Déplacement & Mission	130 020	23 132	23 132
Communication & Energie	89 875	15 336	12 212
Autres Dépenses	109 545	2 252	0
Equipement et Investissement	11 750	0	0
Transfert et Subvention	30 710	6 718	4 106
BSI Financement Intérieur	1 046 000	133 537	127 063
	<b>1 992 134</b>	<b>381 150</b>	<b>230 376</b>
<b>760 MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT</b>			
Personnel	1 303 844	651 922	98 960
Matériel & Fonctionnement	297 632	5 392	390
Déplacement & Mission	300 000	45 973	43 520
Communication & Energie	345 714	43 691	42 341
Autres Dépenses	208 462	1 933	1 623
Equipement et Investissement	50 000	0	0
Transfert et Subvention	590 102	11 643	5 743
BSI Financement Intérieur	96 547 000	28 748 623	24 377 798
	<b>99 642 754</b>	<b>29 509 178</b>	<b>24 570 375</b>
<b>770 MINISTERE DES TRANSPORTS</b>			
Personnel	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0
	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>			
Personnel	249 283	167 642	54 021
Matériel & Fonctionnement	183 411	25 101	19 534
Déplacement & Mission	113 273	15 901	14 679
Communication & Energie	33 000	688	599
Autres Dépenses	70 000	4 415	4 003
Equipement et Investissement	50 000	0	0
Transfert et Subvention	21 000	3 643	1 999
BSI Financement Intérieur	50 000	0	0
	<b>769 967</b>	<b>217 389</b>	<b>94 837</b>
<b>810 MINISTERE DU COMMERCE</b>			
Personnel	814 337	399 727	214 291
Matériel & Fonctionnement	183 752	22 900	19 189
Déplacement & Mission	139 623	19 299	18 464
Communication & Energie	232 468	46 663	37 131
Autres Dépenses	424 807	48 930	21 380
Equipement et Investissement	40 000	9 941	8 932
Transfert et Subvention	68 400	17 003	16 703
BSI Financement Intérieur	2 660 000	139 789	117 852
	<b>4 563 387</b>	<b>704 252</b>	<b>453 942</b>
<b>812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENTS ET SECTEUR PRIVE</b>			
Personnel	163 713	81 857	42 215
Matériel & Fonctionnement	166 807	24 088	23 213
Déplacement & Mission	258 987	56 030	39 090
Communication & Energie	86 170	22 198	12 038
Autres Dépenses	501 690	118 767	58 742
Equipement et Investissement	50 000	0	0
Transfert et Subvention	294 393	72 291	71 687
BSI Financement Intérieur	200 000	99 925	23 567
	<b>1 721 760</b>	<b>475 156</b>	<b>270 552</b>

<b>820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>			
Personnel	2 179 287	1 089 644	501 496
Matériel & Fonctionnement	1 044 091	68 322	61 056
Déplacement & Mission	434 609	102 053	97 054
Communication & Energie	778 521	150 260	131 173
Autres Dépenses	536 658	69 075	42 874
Equipement et Investissement	8 178 100	394 525	382 830
Transfert et Subvention	25 693 188	4 918 838	4 886 538
BSI Financement Intérieur	13 400 000	5 118 525	4 921 386
	<b>52 244 454</b>	<b>11 911 242</b>	<b>11 024 406</b>
<b>822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>			
Personnel	1 025 397	486 699	197 270
Matériel & Fonctionnement	234 272	31 771	30 826
Déplacement & Mission	115 171	22 703	22 222
Communication & Energie	229 434	79 354	72 112
Autres Dépenses	270 107	20 466	16 013
Equipement et Investissement	7 630 376	12 000	12 000
Transfert et Subvention	9 673 372	57 223	54 863
BSI Financement Intérieur	2 415 000	383 258	151 828
	<b>21 593 129</b>	<b>1 093 473</b>	<b>557 132</b>
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>			
Personnel	214 683	107 342	38 056
Matériel & Fonctionnement	33 201	5 712	5 305
Déplacement & Mission	31 110	6 988	6 988
Communication & Energie	64 581	15 994	15 767
Autres Dépenses	30 000	4 281	4 281
Equipement et Investissement	13 280	3 313	1 912
Transfert et Subvention	1 029 050	6 658	6 658
BSI Financement Intérieur	5 850 000	650 000	650 000
	<b>7 265 905</b>	<b>800 287</b>	<b>728 967</b>
<b>860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME</b>			
Personnel	188 309	94 155	87 587
Matériel & Fonctionnement	222 663	42 685	42 685
Déplacement & Mission	130 099	31 119	31 119
Communication & Energie	33 000	14 950	14 611
Autres Dépenses	35 000	16 157	14 925
Equipement et Investissement	30 000	7 471	7 471
Transfert et Subvention	164 381	38 828	37 619
BSI Financement Intérieur	770 000	73 513	68 294
	<b>1 573 452</b>	<b>318 878</b>	<b>304 311</b>
<b>133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI</b>			
Transfert et Subvention	841 272	206 135	115 514
BSI Financement Intérieur	50 000	24 998	0
	<b>891 272</b>	<b>231 133</b>	<b>115 514</b>
<b>222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE</b>			
Personnel	273 554	0	0
Matériel & Fonctionnement	15 000	2 903	2 903
Autres Dépenses	33 200	0	0
Transfert et Subvention	219 574	69 057	45 337
BSI Financement Intérieur	500 000	0	0
	<b>1 041 328</b>	<b>71 960</b>	<b>48 240</b>
<b>311 CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN. (CENTIF)</b>			
Personnel	250 000	47 354	26 545
Transfert et Subvention	511 900	120 907	103 348
	<b>761 900</b>	<b>168 261</b>	<b>129 893</b>

<b>312 AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)</b>			
Transfert et Subvention	440 411	0	0
	<b>440 411</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>313 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES</b>			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	43 767	43 767
	<b>194 000</b>	<b>43 767</b>	<b>43 767</b>
<b>314 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO</b>			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	41 292	12 224
	<b>194 000</b>	<b>41 292</b>	<b>12 224</b>
<b>315 OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS</b>			
Equipement et Investissement	200 000	37 482	37 482
Transfert et Subvention	642 320	221 353	88 875
BSI Financement Intérieur	724 000	0	0
	<b>1 566 320</b>	<b>258 836</b>	<b>126 358</b>
<b>316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE</b>			
Transfert et Subvention	477 812	189 638	120 357
BSI Financement Intérieur	3 350 000	196 863	177 135
	<b>3 827 812</b>	<b>386 501</b>	<b>297 492</b>
<b>317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT</b>			
Transfert et Subvention	612 150	24 152	16 350
BSI Financement Intérieur	325 000	0	0
	<b>937 150</b>	<b>24 152</b>	<b>16 350</b>
<b>318 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO</b>			
Equipement et Investissement	20 000	5 000	5 000
Transfert et Subvention	174 000	67 000	67 000
	<b>194 000</b>	<b>72 000</b>	<b>72 000</b>
<b>319 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU</b>			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	48 715	45 395
	<b>194 000</b>	<b>48 715</b>	<b>45 395</b>
<b>324 FONDS D'APPUI FORMAT<sup>5</sup> PROFESS. &amp; APPRENTIS.</b>			
Transfert et Subvention	85 252	38 501	38 501
	<b>85 252</b>	<b>38 501</b>	<b>38 501</b>
<b>325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)</b>			
Transfert et Subvention	657 097	92 223	92 220
	<b>657 097</b>	<b>92 223</b>	<b>92 220</b>
<b>326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT<sup>9</sup> PROFESSION.</b>			
Equipement et Investissement	15 000	0	0
Transfert et Subvention	207 944	45 242	22 893
	<b>222 944</b>	<b>45 242</b>	<b>22 893</b>
<b>327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)</b>			
Equipement et Investissement	49 800	0	0
Transfert et Subvention	91 735	24 250	7 592
	<b>141 535</b>	<b>24 250</b>	<b>7 592</b>
<b>329 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI</b>			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	56 961	38 275
	<b>194 000</b>	<b>56 961</b>	<b>38 275</b>
<b>331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES</b>			
Equipement et Investissement	12 947 073	3 236 768	3 236 768
Transfert et Subvention	2 470 827	617 707	617 707
BSI Financement Intérieur	1 000 000	500 000	500 000
	<b>16 417 900</b>	<b>4 354 475</b>	<b>4 354 475</b>

<b>332 MAISON DU HADJ</b>			
Transfert et Subvention	22 410	0	0
	<b>22 410</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>			
Equipement et Investissement	50 000	0	0
Transfert et Subvention	265 274	36 945	27 422
	<b>315 274</b>	<b>36 945</b>	<b>27 422</b>
<b>336 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.</b>			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	38 267	0
	<b>194 000</b>	<b>38 267</b>	<b>0</b>
<b>337 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO</b>			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	52 014	20 910
	<b>194 000</b>	<b>52 014</b>	<b>20 910</b>
<b>338 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL</b>			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	174 000	31 199	0
	<b>194 000</b>	<b>31 199</b>	<b>0</b>
<b>339 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT</b>			
Equipement et Investissement	20 000	5 000	5 000
Transfert et Subvention	174 000	67 000	67 000
	<b>194 000</b>	<b>72 000</b>	<b>72 000</b>
<b>411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)</b>			
Matériel & Fonctionnement	90 346	21 783	21 783
Transfert et Subvention	1 138 300	526 837	224 518
	<b>1 228 646</b>	<b>548 620</b>	<b>246 301</b>
<b>413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)</b>			
Matériel & Fonctionnement	90 000	2 325	0
Transfert et Subvention	995 927	409 111	18 146
BSI Financement Intérieur	85 000	0	0
	<b>1 170 927</b>	<b>411 436</b>	<b>18 146</b>
<b>414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.</b>			
Matériel & Fonctionnement	100 323	25 080	2 000
Transfert et Subvention	1 797 060	825 856	241 067
BSI Financement Intérieur	100 000	0	0
	<b>1 997 383</b>	<b>850 936</b>	<b>243 067</b>
<b>416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES</b>			
Personnel	25 000	11 259	11 259
Matériel & Fonctionnement	4 430 390	960 865	754 570
Bourses	15 700 000	1 621 841	1 621 841
Equipement et Investissement	115 571	22 458	20 334
Transfert et Subvention	1 543 693	511 302	313 626
BSI Financement Intérieur	500 000	101 320	18 026
	<b>22 314 654</b>	<b>3 229 045</b>	<b>2 739 657</b>
<b>417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE &amp; TECH.</b>			
Equipement et Investissement	55 000	0	0
Transfert et Subvention	168 735	57 627	21 115
	<b>223 735</b>	<b>57 627</b>	<b>21 115</b>
<b>418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION</b>			
Transfert et Subvention	682 488	183 783	95 491
BSI Financement Intérieur	2 000 000		0
	<b>2 682 488</b>	<b>183 783</b>	<b>95 491</b>
<b>420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.</b>			
Matériel & Fonctionnement	112 530		0
Transfert et Subvention	334 929	103 478	65 467
	<b>447 459</b>	<b>103 478</b>	<b>65 467</b>

<b>422 UNIVERSITE DE SEGOU</b>			
Personnel	859 441	216 499	146 373
Matériel & Fonctionnement	589 895	80 068	51 454
Transfert et Subvention	913 621	214 049	142 494
BSI Financement Intérieur	850 000	363 187	0
	<b>3 212 957</b>	<b>873 802</b>	<b>340 321</b>
<b>424 UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO</b>			
Personnel	2 262 475	809 726	409 660
Matériel & Fonctionnement	622 294	73 563	12 916
Déplacement & Mission	260 257	226 801	224 447
Communication & Energie	258 287	84 434	83 530
Autres Dépenses	675 026	115 809	8 830
Transfert et Subvention	17 860	4 465	4 465
BSI Financement Intérieur	300 000	0	0
	<b>4 396 199</b>	<b>1 314 798</b>	<b>743 848</b>
<b>425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES</b>			
Equipement et Investissement	30 000	4 135	4 135
Transfert et Subvention	278 262	118 325	61 466
BSI Financement Intérieur	150 000	0	0
	<b>458 262</b>	<b>122 460</b>	<b>65 601</b>
<b>426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO</b>			
Personnel	3 386 476	1 584 288	809 146
Matériel & Fonctionnement	724 610	118 994	95 022
Déplacement & Mission	342 623	53 124	43 002
Communication & Energie	457 847	202 785	201 466
Autres Dépenses	93 720	61 960	0
Equipement et Investissement	100 000	8 350	0
Transfert et Subvention	209 915	34 920	30 223
BSI Financement Intérieur	650 000	24 781	0
	<b>5 965 191</b>	<b>2 089 201</b>	<b>1 178 858</b>
<b>428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE</b>			
Matériel & Fonctionnement	20 000	4 998	4 998
Transfert et Subvention	230 955	89 362	54 831
	<b>250 955</b>	<b>94 361</b>	<b>59 829</b>
<b>429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO</b>			
Personnel	3 053 903	921 340	513 699
Matériel & Fonctionnement	1 123 729	128 108	59 945
Déplacement & Mission	322 652	89 751	89 751
Communication & Energie	158 359	26 599	0
Autres Dépenses	217 638	46 505	7 858
Equipement et Investissement	25 000	0	0
Transfert et Subvention	40 000	6 858	6 858
BSI Financement Intérieur	200 000	0	0
	<b>5 141 281</b>	<b>1 219 161</b>	<b>678 111</b>
<b>430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA</b>			
Equipement et Investissement	25 000	0	0
Transfert et Subvention	345 583	114 218	83 230
	<b>370 583</b>	<b>114 218</b>	<b>83 230</b>
<b>431 UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO</b>			
Personnel	2 963 156	915 130	467 624
Matériel & Fonctionnement	1 332 380	16 564	10 634
Déplacement & Mission	425 896	102 780	102 111
Communication & Energie	277 968	59 246	56 782
Autres Dépenses	1 140 241	88 032	68 462
Transfert et Subvention	35 164	8 106	8 106
	<b>6 174 805</b>	<b>1 189 857</b>	<b>713 720</b>

<b>432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES</b>			
Equipement et Investissement	51 598	3 961	3 961
Transfert et Subvention	306 891	125 614	66 514
	<b>358 489</b>	<b>129 575</b>	<b>70 476</b>
<b>433 ECOLE SUP. JOURNALISME &amp; SCIENCES COM..</b>			
Matériel & Fonctionnement	2 500	0	0
Transfert et Subvention	271 100	0	0
	<b>273 600</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>434 CENTRE FORMAT<sup>0</sup> PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE</b>			
Personnel	25 000	0	0
Matériel & Fonctionnement	20 572	4 996	4 996
Autres Dépenses	15 000	3 575	3 575
Transfert et Subvention	130 207	34 420	28 507
BSI Financement Intérieur	600 000	30 871	0
	<b>790 779</b>	<b>73 862</b>	<b>37 078</b>
<b>511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO</b>			
Transfert et Subvention	301 243	117 565	103 641
BSI Financement Intérieur	800 000	69 788	0
	<b>1 101 243</b>	<b>187 353</b>	<b>103 641</b>
<b>512 MUSEE NATIONAL</b>			
Equipement et Investissement	20 000	2 495	1 045
Transfert et Subvention	342 530	124 440	58 868
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	0
	<b>562 530</b>	<b>226 935</b>	<b>59 912</b>
<b>514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA</b>			
Transfert et Subvention	354 440	137 888	85 032
BSI Financement Intérieur	700 000	300 000	0
	<b>1 054 440</b>	<b>437 888</b>	<b>85 032</b>
<b>516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR</b>			
Transfert et Subvention	147 210	27 880	14 270
	<b>147 210</b>	<b>27 880</b>	<b>14 270</b>
<b>517 CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI</b>			
Transfert et Subvention	388 364	112 563	81 982
BSI Financement Intérieur	1 000 000	0	0
	<b>1 388 364</b>	<b>112 563</b>	<b>81 982</b>
<b>518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.</b>			
Equipement et Investissement	45 000	0	0
Transfert et Subvention	522 460	142 639	81 005
BSI Financement Intérieur	350 000	175 000	175 000
	<b>917 460</b>	<b>317 639</b>	<b>256 005</b>
<b>519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE</b>			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	57 891	20 138	11 672
BSI Financement Intérieur	1 200 000	600 000	600 000
	<b>1 267 891</b>	<b>620 138</b>	<b>611 672</b>
<b>522 CENTRE NAT. PROMOTO VOLONTARIAT MALI</b>			
Transfert et Subvention	112 560	29 151	26 240
	<b>112 560</b>	<b>29 151</b>	<b>26 240</b>
<b>523 INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS</b>			
Personnel	56 052	22 222	22 222
Autres Dépenses	10 000	1 770	0
Transfert et Subvention	548 339	204 441	139 521
	<b>614 391</b>	<b>228 432</b>	<b>161 743</b>
<b>613 AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS</b>			
Equipement et Investissement	40 000	2 142	0
Transfert et Subvention	373 671	128 803	74 700
	<b>413 671</b>	<b>130 944</b>	<b>74 700</b>

<b>615 HOPITAL GABRIEL TOURE</b>			
Equipement et Investissement	340 000	73 326	48 546
Transfert et Subvention	3 038 668	1 020 532	283 990
BSI Financement Interieur	300 000	0	0
	<b>3 678 668</b>	<b>1 093 858</b>	<b>332 536</b>
<b>616 HOPITAL DU MALI</b>			
Transfert et Subvention	1 840 039	588 134	182 992
BSI Financement Interieur	800 000	0	0
	<b>2 640 039</b>	<b>588 134</b>	<b>182 992</b>
<b>617 HOPITAL DU POINT G</b>			
Equipement et Investissement	360 000	4 878	0
Transfert et Subvention	4 807 937	1 129 245	539 079
BSI Financement Interieur	250 000	0	0
	<b>5 417 937</b>	<b>1 134 123</b>	<b>539 079</b>
<b>618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE</b>			
Equipement et Investissement	15 000	3 750	0
Transfert et Subvention	484 664	64 578	30 927
BSI Financement Interieur	1 000 000	20 060	0
	<b>1 499 664</b>	<b>88 388</b>	<b>30 927</b>
<b>619 HOPITAL DE KATI</b>			
Equipement et Investissement	120 000	0	0
Transfert et Subvention	1 062 935	327 895	217 868
BSI Financement Interieur	250 000	0	0
	<b>1 432 935</b>	<b>327 895</b>	<b>217 868</b>
<b>620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE</b>			
Equipement et Investissement	180 000	39 061	38 037
Transfert et Subvention	406 094	115 996	63 264
BSI Financement Interieur	150 000	74 324	74 324
	<b>736 094</b>	<b>229 381</b>	<b>175 625</b>
<b>621 INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE</b>			
Equipement et Investissement	100 000	0	0
Transfert et Subvention	1 257 264	355 254	183 057
BSI Financement Interieur	350 000	0	0
	<b>1 707 264</b>	<b>355 254</b>	<b>183 057</b>
<b>622 CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT</b>			
Equipement et Investissement	60 000	15 000	15 000
Transfert et Subvention	347 358	128 583	61 531
	<b>407 358</b>	<b>143 583</b>	<b>76 531</b>
<b>623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE</b>			
Equipement et Investissement	100 000	14 885	0
Transfert et Subvention	1 197 192	634 542	67 817
BSI Financement Interieur	100 000	0	0
	<b>1 397 192</b>	<b>649 427</b>	<b>67 817</b>
<b>625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE</b>			
Equipement et Investissement	55 000	0	0
Transfert et Subvention	514 167	139 105	80 602
BSI Financement Interieur	250 000	0	0
	<b>819 167</b>	<b>139 105</b>	<b>80 602</b>
<b>627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)</b>			
Equipement et Investissement	20 000	968	720
Transfert et Subvention	767 858	174 421	56 144
	<b>787 858</b>	<b>175 389</b>	<b>56 865</b>
<b>629 CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE</b>			
Equipement et Investissement	50 000	0	0
Transfert et Subvention	905 163	351 145	254 029
	<b>955 163</b>	<b>351 145</b>	<b>254 029</b>

<b>630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX</b>			
Equipement et Investissement	60 588	12 711	12 711
Transfert et Subvention	239 845	78 538	30 066
	<b>300 433</b>	<b>91 249</b>	<b>42 777</b>
<b>631 INSTITUT NAT. FORMAT0 SCIENCE DE LA SANTE</b>			
Equipement et Investissement	20 000	0	0
Transfert et Subvention	1 563 343	261 236	130 712
BSI Financement Intérieur	150 000	0	0
	<b>1 733 343</b>	<b>261 236</b>	<b>130 712</b>
<b>632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)</b>			
Transfert et Subvention	1 029 219	301 329	127 283
BSI Financement Intérieur	275 000	24 896	24 896
	<b>1 304 219</b>	<b>326 225</b>	<b>152 179</b>
<b>633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES</b>			
Transfert et Subvention	746 590	287 832	86 096
	<b>746 590</b>	<b>287 832</b>	<b>86 096</b>
<b>634 HOPITAL DE SIKASSO</b>			
Transfert et Subvention	1 099 411	374 150	110 455
	<b>1 099 411</b>	<b>374 150</b>	<b>110 455</b>
<b>635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU</b>			
Transfert et Subvention	828 007	348 735	170 955
	<b>828 007</b>	<b>348 735</b>	<b>170 955</b>
<b>636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI</b>			
Transfert et Subvention	951 642	350 637	281 665
	<b>951 642</b>	<b>350 637</b>	<b>281 665</b>
<b>637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU</b>			
Transfert et Subvention	396 384	72 746	0
	<b>396 384</b>	<b>72 746</b>	<b>0</b>
<b>638 HOPITAL DE GAO</b>			
Transfert et Subvention	502 215	117 901	69 158
	<b>502 215</b>	<b>117 901</b>	<b>69 158</b>
<b>645 CITE DES ENFANTS</b>			
Equipement et Investissement	20 000	3 610	3 610
Transfert et Subvention	231 733	77 742	39 401
BSI Financement Intérieur	300 000	0	0
	<b>551 733</b>	<b>81 353</b>	<b>43 011</b>
<b>666 INSTITUT D'ETUDE &amp; RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE</b>			
Equipement et Investissement	64 500	0	0
Transfert et Subvention	322 385	114 992	76 522
BSI Financement Intérieur	150 000	60 575	33 823
	<b>536 885</b>	<b>175 567</b>	<b>110 344</b>
<b>668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE</b>			
Transfert et Subvention	44 323 883	22 090 677	22 090 677
	<b>44 323 883</b>	<b>22 090 677</b>	<b>22 090 677</b>
<b>670 OBSERVATOIRE HUMAIN &amp; DURABLE</b>			
Equipement et Investissement	45 000	11 234	0
Transfert et Subvention	73 776	20 245	15 582
BSI Financement Intérieur	400 000	75 083	69 303
	<b>518 776</b>	<b>106 561</b>	<b>84 885</b>
<b>674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX</b>			
Equipement et Investissement	5 000	0	0
Transfert et Subvention	584 464	190 205	158 580
BSI Financement Intérieur	150 000	0	0
	<b>739 464</b>	<b>190 205</b>	<b>158 580</b>

<b>676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE</b>			
Transfert et Subvention	496 308	201 081	191 641
BSI Financement Intérieur	450 000	26 694	0
	<b>946 308</b>	<b>227 775</b>	<b>191 641</b>
<b>678 CENTRE D'ORTHOPEDIE &amp; D'APPAREILLAGE</b>			
Equipelement et Investissement	28 000	0	0
Transfert et Subvention	425 065	108 106	45 143
BSI Financement Intérieur	100 000	0	0
	<b>553 065</b>	<b>108106</b>	<b>45 143</b>
<b>681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE</b>			
Transfert et Subvention	1 388 429	23 244	23 244
	<b>1 388 429</b>	<b>23 244</b>	<b>23 244</b>
<b>703 INSTITUT. NAT. FORMAT0 PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.</b>			
Equipelement et Investissement	5 000	1 227	0
Transfert et Subvention	128 988	33 107	13 430
BSI Financement Intérieur	200 000	0	0
	<b>333 988</b>	<b>34 333</b>	<b>13 430</b>
<b>704 AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)</b>			
Transfert et Subvention	84 000	21 000	21 000
	<b>84 000</b>	<b>21 000</b>	<b>21 000</b>
<b>706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI</b>			
Transfert et Subvention	473 234	205 058	87 992
BSI Financement Intérieur	330 000	38 716	24 851
	<b>803 234</b>	<b>243 773</b>	<b>112 843</b>
<b>708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.</b>			
Equipelement et Investissement	100 000	0	0
Transfert et Subvention	154 810	46 637	31 429
BSI Financement Intérieur	200 000	0	0
	<b>454 810</b>	<b>46 637</b>	<b>31 429</b>
<b>710 AUTORITE ROUTIERE</b>			
BSI Financement Intérieur	400 000	0	0
	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE</b>			
Transfert et Subvention	332 000	83 000	83 000
	<b>332 000</b>	<b>83 000</b>	<b>83 000</b>
<b>713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE</b>			
Transfert et Subvention	185 950	27 540	12 000
BSI Financement Intérieur	2 400 000	0	0
	<b>2 585 950</b>	<b>27 540</b>	<b>12 000</b>
<b>715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)</b>			
Equipelement et Investissement	20 750	0	0
Transfert et Subvention	1 416 391	48 871	25 949
BSI Financement Intérieur	50 000	9 000	9 000
	<b>312 389</b>	<b>57 871</b>	<b>34 949</b>
<b>716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER</b>			
Transfert et Subvention	209 980	67 135	31 119
BSI Financement Intérieur	2 200 000	145 208	117 996
	<b>2 409 980</b>	<b>212 343</b>	<b>149 115</b>
<b>717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI</b>			
Transfert et Subvention	300 962	93 797	57 375
BSI Financement Intérieur	1 600 000	227 562	20 000
	<b>1 900 962</b>	<b>321 359</b>	<b>77 374</b>
<b>718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE</b>			
Transfert et Subvention	273 385	76 507	40 740
BSI Financement Intérieur	715 000	57 293	57 293
	<b>988 385</b>	<b>133 800</b>	<b>98 033</b>

<b>722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE</b>			
Equipement et Investissement	200 000	0	0
Transfert et Subvention	5 277 750	430 176	472
BSI Financement Intérieur	530 000	265 000	265 000
	<b>6 007 750</b>	<b>695 176</b>	<b>265 472</b>
<b>723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX</b>			
Equipement et Investissement	41 500	0	0
Transfert et Subvention	193 121	73 592	45 235
BSI Financement Intérieur	600 000	291 121	274 518
	<b>834 621</b>	<b>364 713</b>	<b>319 753</b>
<b>724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)</b>			
Transfert et Subvention	167 942	53 155	17 462
BSI Financement Intérieur	5 000 000	62 868	882
	<b>5 167 942</b>	<b>116 023</b>	<b>18 344</b>
<b>725 AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI</b>			
Equipement et Investissement	20 000	4 500	4 500
Transfert et Subvention	311 324	120 481	73 165
BSI Financement Intérieur	380 000	125 986	81 704
	<b>711 324</b>	<b>250 967</b>	<b>159 369</b>
<b>732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>			
Equipement et Investissement	300 000	3 948	0
Transfert et Subvention	645 258	118 827	98 274
	<b>945 258</b>	<b>122 775</b>	<b>98 274</b>
<b>735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI</b>			
Equipement et Investissement	930 000	38 067	13 128
Transfert et Subvention	4 800 875	2 521 455	1 710 086
	<b>5 730 875</b>	<b>2 559 522</b>	<b>1 723 214</b>
<b>737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE &amp; PUBLICITE</b>			
Equipement et Investissement	9 960	0	0
Transfert et Subvention	434 496	113 821	54 813
BSI Financement Intérieur	1 000 000	500 000	500 000
	<b>1 444 456</b>	<b>613 821</b>	<b>554 813</b>
<b>738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT</b>			
Transfert et Subvention	142 334	35 401	19 428
BSI Financement Intérieur	350 000	101 621	52 069
	<b>492 334</b>	<b>137 022</b>	<b>71 497</b>
<b>739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATO &amp; COMMUNICATION</b>			
Transfert et Subvention	1 568 577	451 629	128 085
	<b>1 568 577</b>	<b>451 629</b>	<b>128 085</b>
<b>814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)</b>			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	407 890	94 424	67 761
BSI Financement Intérieur	300 000	15 891	11 369
	<b>717 890</b>	<b>110 316</b>	<b>79 130</b>
<b>816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)</b>			
Autres Dépenses	300 000	28 140	28 140
Equipement et Investissement	12 500	0	0
Transfert et Subvention	343 352	83 152	77 090
BSI Financement Intérieur	100 000	3 570	0
	<b>755 852</b>	<b>114 861</b>	<b>105 230</b>
<b>817 AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI</b>			
Equipement et Investissement	25 000	0	0
Transfert et Subvention	135 462	41 565	28 393
BSI Financement Intérieur	50 000	1 825	1 825
	<b>210 462</b>	<b>43 390</b>	<b>30 218</b>

<b>819 AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS</b>			
Equipement et Investissement	16 000	0	0
Transfert et Subvention	187 145	60 352	26 013
BSI Financement Intérieur	600 000	166 433	143 133
	<b>803 145</b>	<b>226 784</b>	<b>169 146</b>
<b>823 AGENCE DE GESTION MARCHÉ CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)</b>			
Equipement et Investissement	5 000	0	0
Transfert et Subvention	55 000	11 745	8 304
BSI Financement Intérieur	350 000	22 354	22 354
	<b>410 000</b>	<b>34 099</b>	<b>30 658</b>
<b>825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)</b>			
Equipement et Investissement	187 690	0	0
Transfert et Subvention	620 079	227 155	123 104
BSI Financement Intérieur	400 000	0	0
	<b>1 207 769</b>	<b>227 155</b>	<b>123 104</b>
<b>826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL</b>			
Equipement et Investissement	152 477	7 440	7 440
Transfert et Subvention	555 582	212 288	142 080
BSI Financement Intérieur	1 050 000	213 907	213 907
	<b>1 758 059</b>	<b>433 635</b>	<b>363 427</b>
<b>827 OFFICE RIZ MOPTI</b>			
Transfert et Subvention	334 630	115 089	54 427
BSI Financement Intérieur	270 000	0	0
	<b>604 630</b>	<b>115 089</b>	<b>54 427</b>
<b>829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE</b>			
Equipement et Investissement	100 000	0	0
Transfert et Subvention	482 951	110 876	37 285
BSI Financement Intérieur	400 000	0	0
	<b>982 951</b>	<b>110 876</b>	<b>37 285</b>
<b>831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE</b>			
Equipement et Investissement	207 500	37 524	0
Transfert et Subvention	3 720 672	1 725 254	1 469 528
BSI Financement Intérieur	550 000	0	0
	<b>4 478 172</b>	<b>1 762 778</b>	<b>1 469 528</b>
<b>833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE</b>			
Equipement et Investissement	89 800	0	0
Transfert et Subvention	637 270	283 847	158 176
BSI Financement Intérieur	150 000	0	0
	<b>877 070</b>	<b>283 847</b>	<b>158 176</b>
<b>834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO</b>			
Equipement et Investissement	100 000	0	0
Transfert et Subvention	69 950	11 343	0
	<b>169 950</b>	<b>11 343</b>	<b>0</b>
<b>835 OFFICE RIZ SEGOU</b>			
Transfert et Subvention	483 924	132 472	78 281
BSI Financement Intérieur	3 400 000	0	0
	<b>3 883 924</b>	<b>132 472</b>	<b>78 281</b>
<b>836 OFFICE DU MOYEN BANI</b>			
Equipement et Investissement	125 000	0	0
Transfert et Subvention	95 000	0	0
BSI Financement Intérieur	350 000	0	0
	<b>570 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA</b>			
Transfert et Subvention	396 940	167 758	97 167
BSI Financement Intérieur	1 330 000	142 657	71 763
	<b>1 726 940</b>	<b>310 414</b>	<b>168 929</b>

<b>839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX</b>			
Transfert et Subvention	736 399	255 762	120 733
BSI Financement Intérieur	200 000	54 180	4 991
	<b>936 399</b>	<b>309 942</b>	<b>125 725</b>
<b>841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE</b>			
Transfert et Subvention	204 969	55 443	37 957
BSI Financement Intérieur	250 000	41 697	39 972
	<b>454 969</b>	<b>97 139</b>	<b>77 929</b>
<b>842 CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE</b>			
Equipement et Investissement	10 000	0	0
Transfert et Subvention	120 000	31 120	13 279
BSI Financement Intérieur	400 000	22 857	22 857
	<b>530 000</b>	<b>53 977</b>	<b>36 136</b>
<b>866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.</b>			
Transfert et Subvention	97 251	32 096	17 380
BSI Financement Intérieur	100 000	16 518	16 518
	<b>197 251</b>	<b>48 614</b>	<b>33 898</b>
<b>867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE</b>			
Equipement et Investissement	37 350	2 200	0
Transfert et Subvention	135 044	50 039	22 527
BSI Financement Intérieur	50 000	22 971	14 216
	<b>222 394</b>	<b>75 210</b>	<b>36 743</b>
<b>868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE</b>			
Equipement et Investissement	18 000	0	0
Transfert et Subvention	87 247	29 424	19 364
BSI Financement Intérieur	100 000	0	0
	<b>205 247</b>	<b>29 424</b>	<b>19 364</b>
<b>869 AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI</b>			
Equipement et Investissement	50 000	10 696	0
Transfert et Subvention	162 738	71 889	39 135
BSI Financement Intérieur	150 000	0	0
	<b>362 738</b>	<b>82 584</b>	<b>39 135</b>
<b>900 DISTRICT DE BAMAKO</b>			
Personnel	24224990	12 002 012	1 922 461
Matériel & Fonctionnement	7475171	354 813	331 517
Déplacement & Mission	604 187	126 518	118 955
Communication & Energie	1 659 000	362 535	311 096
Autres Dépenses	995 885	138 071	121 132
Bourses	127 347	0	0
Equipement et Investissement	11 079 882	0	0
Transfert et Subvention	1 392 433	200 279	199 139
Personnel (Collectivité)	12 481 146	3 985 723	3 985 723
	<b>60 040 041</b>	<b>17 169 951</b>	<b>6 990 023</b>
<b>901 REGION DE KAYES</b>			
Personnel	9 580 852	4 704 943	2 451 496
Matériel & Fonctionnement	3 378 736	458 373	417 363
Déplacement & Mission	631 640	121 601	116 934
Communication & Energie	1 790 499	240 088	184 500
Autres Dépenses	775 052	113 362	91 951
Equipement et Investissement	1 902 504	4 080	4 080
Transfert et Subvention	1 596 674	280 894	272 492
BSI Financement Intérieur	300 000	0	0
Personnel (Collectivité)	14 702 740	4 655 668	4 641 905
	<b>34 658 697</b>	<b>10 579 010</b>	<b>8 180 721</b>

<b>902 REGION DE KOULIKORO</b>			
Personnel	11 556 015	5 691 076	1 732 075
Matériel & Fonctionnement	5 202 281	558 508	394 768
Déplacement & Mission	840 685	175 724	102 201
Communication & Energie	1 351 976	276 090	4 000
Autres Dépenses	1 087 060	187 075	142 293
Equipement et Investissement	6 270 755	23 395	20 960
Transfert et Subvention	1 243 591	269 978	86 057
BSI Financement Intérieur	550 000	238 906	0
Personnel (Collectivité)	17 355 125	5 617 882	2 005 137
	<b>45 457 488</b>	<b>13 038 634</b>	<b>4 487 492</b>
<b>903 REGION DE SIKASSO</b>			
Personnel	12 232 236	6 094 680	0
Matériel & Fonctionnement	4 337 754	525 510	370 095
Déplacement & Mission	614 769	134 177	111 057
Communication & Energie	1 704 428	512 576	446 984
Autres Dépenses	1 575 346	194 268	150 034
Bourses	302 061	0	0
Equipement et Investissement	3 980 350	73 035	0
Transfert et Subvention	2 254 123	559 468	137 220
BSI Financement Intérieur	2 000 000	1 818 677	484 847
Appui Budgétaire	4 081 300	87 500	14 300
Personnel (Collectivité)	18 004 761	5 714 108	1 829 403
	<b>51 087 128</b>	<b>15 713 997</b>	<b>3 543 940</b>
<b>904 REGION DE SEGOU</b>			
Personnel	9 736 533	4 821 524	2 320 734
Matériel & Fonctionnement	3 352 175	412 001	285 565
Déplacement & Mission	599 191	141 769	119 352
Communication & Energie	1 276 870	620 699	597 843
Autres Dépenses	1 459 451	319 711	135 451
Bourses	179 267	21 420	21 420
Equipement et Investissement	2 047 658	0	0
Transfert et Subvention	1 550 082	368 937	119 842
BSI Financement Intérieur	1 050 000	574 706	0
Personnel (Collectivité)	14 497 006	7 127 660	6 321 362
	<b>35 748 233</b>	<b>14 408 427</b>	<b>9 921 568</b>
<b>905 REGION DE MOPTI</b>			
Personnel	6 880 337	3 415 435	1 579 109
Matériel & Fonctionnement	3 302 746	568 923	418 176
Déplacement & Mission	590 872	120 515	97 360
Communication & Energie	1 275 538	209 066	205 066
Autres Dépenses	760 279	133 703	73 881
Bourses	15 038	343	0
Equipement et Investissement	1 277 407	0	0
Transfert et Subvention	1 909 072	288 982	100 813
BSI Financement Intérieur	800 000	0	0
Appui Budgétaire	1 619 138	0	0
Personnel (Collectivité)	11 667 067	3 962 833	3 515 196
	<b>30 097 494</b>	<b>8 699 799</b>	<b>5 989 601</b>

<b>906 REGION DE TOMBOUCTOU</b>			
Personnel	4 331 366	2 146 592	1 030 977
Matériel & Fonctionnement	1 496 274	296 512	99 003
Déplacement & Mission	512 022	95 597	86 589
Communication & Energie	705 103	143 965	96 852
Autres Dépenses	486 812	92 941	50 722
Equipement et Investissement	170 276	0	0
Transfert et Subvention	939 813	135 673	126 268
BSI Financement Intérieur	1 300 000	0	0
Appui Budgétaire	1 310 838	0	0
Personnel (Collectivité)	5 814 448	1 575 984	1 575 984
	<b>17 066 952</b>	<b>4 487 264</b>	<b>3 066 396</b>
<b>907 REGION DE G A O</b>			
Personnel	4 298 153	2 129 175	1 025 557
Matériel & Fonctionnement	1 515 817	238 734	189 959
Déplacement & Mission	541 238	120 443	96 299
Communication & Energie	724 823	187 560	161 110
Autres Dépenses	478 189	89 287	75 544
Bourses	42 722	0	0
Equipement et Investissement	462 760	0	0
Transfert et Subvention	712 034	141 679	42 564
BSI Financement Intérieur	1 000 000	0	0
Personnel (Collectivité)	6 639 965	2 056 330	1 569 305
	<b>16 415 701</b>	<b>4 963 207</b>	<b>3 160 338</b>
<b>908 REGION DE KIDAL</b>			
Personnel	893 255	444 861	225 348
Matériel & Fonctionnement	833 066	114 480	0
Déplacement & Mission	481 834	106 685	0
Communication & Energie	259 476	12 980	0
Autres Dépenses	240 676	35 816	0
Transfert et Subvention	215 960	42 713	0
BSI Financement Intérieur	900 000	0	0
Personnel (Collectivité)	1 508 976	379 248	0
	<b>5 333 243</b>	<b>1 136 781</b>	<b>225 348</b>
<b>909 REGION DE TAOUDENIT</b>			
Personnel	2 000	0	0
Matériel & Fonctionnement	519 600	0	0
Déplacement & Mission	625 950	0	0
Communication & Energie	252 500	0	0
Autres Dépenses	295 750	0	0
Transfert et Subvention	127 500	0	0
BSI Financement Intérieur	2 000 000	0	0
	<b>3 823 300</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>910 REGION DE MENAKA</b>			
Personnel	11 000	0	0
Matériel & Fonctionnement	526 100	0	0
Déplacement & Mission	583 600	0	0
Communication & Energie	252 500	0	0
Autres Dépenses	309 700	0	0
Transfert et Subvention	152 000	0	0
BSI Financement Intérieur	1 500 000	0	0
	<b>3 334 900</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>950 BUDGETS ANNEXES</b>			
Budgets Annexes comptes et Fonds Spéciaux	5 980 456	0	0
	<b>5 980 456</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Budgets Annexes comptes et Fonds Spéciaux	88 752 200	16 506 026	10 785 152
	<b>88 752 200</b>	<b>16 506 026</b>	<b>10 785 152</b>
<b>TOTAL BUDGET D'ETAT</b>	<b>1 987 031 205</b>	<b>449 283 045</b>	<b>300 908 770</b>

#### **IV. CONCLUSION**

L'exécution du Budget d'Etat sans le financement extérieur du BSI au 31 mars, dégage un solde budgétaire excédentaire de 41,898 milliards de FCFA. Ce solde s'explique surtout par un démarrage timide de l'exécution des crédits pour le compte du 1<sup>er</sup> trimestre 2017 due à la prise en charge des opérations de dépenses de la période complémentaire (mois de janvier) qui constitue une période exclusivement comptable. Il s'explique aussi par les niveaux élevés voir les dépassements relatifs à l'atteinte des objectifs de recouvrement pour le compte de la période, opéré par trois (03) services de recouvrement à savoir : la DNTCP, la DGD et la DGDP.

Il est par ailleurs envisagé une révision de la loi de Finances initiale au second trimestre 2017 qui se justifierait par l'intégration de certaines actions publiques suscitant des dépenses supplémentaires qui n'avaient pas été prévues, notamment:

- à la prise en charge de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure pour la période 2017-2021 ;
- au renforcement de la provision destinée aux dépenses électorales en vue des élections régionales, locales, communales et du référendum ;
- au renforcement de la provision au titre des nouveaux projets ;
- au renforcement des dotations pour les dépenses de personnel de l'Etat;
- à la prise en charge des nouvelles dépenses sur appuis budgétaires sectoriels ;
- à l'augmentation des fonds d'aménagement et protection des faunes et des forêts.

En ce qui concerne les recettes, la révision vise à prendre en charge les reports et les nouvelles annonces de certains partenaires et l'augmentation de l'objectif de recettes de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre et celui de recettes de la Direction Générale de la Dette Publique.

En conséquence, l'effet combiné sur les recettes et les dépenses modifiera l'équilibre de la loi de finances initiale.